Groupe de Travail de l'INTOSAI "La Lutte Contre la Corruption et le Blanchiment de l'Argent 2007-2010

Tableau des matières

	Sujet	Numéro de page
I.	**L'Introduction**	**3**
II.	**L'Arrière-plan**	**6**
III.	**Le Plan de Travail de Groupe de Travail 2008-2011**	**9**
IV.	**La Première Réunion du GT, Lima - Pérou (Mars 2008)**	**12**
	La Liste des Membres	13
	La Liste des Participants	14
	L'Ordre du Jour de la Réunion	15
V.	**La Deuxième Réunion du GT, Caire-Egypte (Juillet 2008)**	**17**
	La Liste des Membres	18
	La Liste des Participants	19
	L'Ordre du Jour de la Réunion	21
VI.	**La Troisième Réunion du GT, Jakarta - Indonésie (Juillet -2009)**	**23**
	La Liste des Membres	24
	La Liste des Participants	26
	L'Ordre du Jour de la Réunion	29
	Les Procès-Verbaux de la Réunion	32
VII.	**La Quatrième Réunion du GT, Quito - Equateur (Août 2010)**	**42**
	La Liste des Membres	43
	La Liste des Participants	45
	L'Ordre du Jour de la Réunion	49
	Les Procès-Verbaux de la Réunion	52
VIII.	**Des Lignes-Directrices et des Principes pour les ISCs de l'INTOSAI sur la Lutte Contre la Corruption et le Blanchiment de l'Argent à l'Échelle Internationale**	**69**

IX. Le Rapport sur le Deuxième Objectif du Plan actuel du GT 73

X. Le Premier Questionnaire du GT à propos de la Lutte contre la Corruption et le Blanchiment de l'Argent 79

XI. Le Rapport sur le Premier Questionnaire à propos de la Lutte contre la Corruption et le Blanchiment de l'Argent 86

XII. Le Rapport d'Avancement du GT Soumis au 59 ème comité directeur de l'INTOSAI, Cape Town - Afrique du Sud, Novembre 2009 106

XIII. Un Plan Proposé pour le Groupe de Travail, 2011-2013 111

XIV. Annexe A: Les Documents de la Troisième Réunion du GT 118

La Colombie 119

L'Equateur 128

L'Allemagne 132

L'Indonésie 134

L'Irak **139**

La Malaisie 141

La Pologne 146

XV. Annexe B: Le Glossaire des Termes 151

XVI. Annexe C: Des Abréviations Courantes 155

L'Introduction

L'INTOSAI:

L'INTOSAI a continué, depuis 1953, à assurer un cadre institutionnel aux Institutions Supérieures de Contrôle pour répondre aux demandes croissantes sur le contrôle du gouvernement est appelé à remplir. À la lumière de la mondialisation et l'utilisation de plus en plus transfrontalière de fonds, elle est instrumentale que les membres de l'INTOSAI partagent des informations et des expériences. Les résultats obtenus à partir de cet échange vont garantir le développement continu des institutions de contrôle du gouvernement.

L'Organisation Internationale des Institutions Supérieures de Contrôle des Finances Publiques (l'INTOSAI) est une organisation autonome, indépendante et apolitique établie comme une institution permanente afin de favoriser l'échange d'idées et d'expériences entre les institutions supérieures de contrôle en matière d'audit du gouvernement. Son siège est à Vienne, en Autriche.

L'INTOSAI se concentre sur les questions clés qui se posent les ISC et aide ses membres à développer des solutions innovantes à des défis communs. Conformément à ces objectifs, la devise de l'INTOSAI est «L'expérience mutuelle profite tous."

Depuis sa fondation, l'INTOSAI a augmenté de 34 pays à une adhésion de plus de 189 ISC. Pendant de nombreuses décennies, le Secrétariat général a été logé par la Cour des Comptes Autrichienne. En 1977, l'INTOSAI a adopté la Déclaration de Lima à propos des lignes directrices sur les principes de vérification, qui articule l'approche de base philosophique et conceptuelle de l'INTOSAI, mettant l'accent sur l'indépendance et les valeurs démocratiques. En tant que leader reconnu internationalement en matière d'audit du secteur public, l'INTOSAI publie des lignes directrices internationales pour la gestion financière et d'autres domaines, développe des méthodologies connexes, offre une formation, et favorise l'échange d'informations entre les membres. L'INTOSAI a cinq langues officielles: anglais, arabe, français, allemand et espagnol.

L'INTOSAI est l'organisation internationale reconnue représentant les ISC, mais elle est également un groupe volontaire dont le succès dépend de l'appui professionnel et financier de ses membres. En tant que tel, l'INTOSAI reconnaît que sa force réside dans la diversité culturelle, linguistique et politique de son adhésion mondiale et cherche une représentation équilibrée des régions et des systèmes de vérification. Le comité directeur, les commissions et les task forces de l'INTOSAI sont organisées pour aider à assurer l'équilibre régional et en fonction de différentes modèles et approches des ISC (voyez, pour plus d'informations sur l'organisation de l'INTOSAI, les annexes I et II).

L'INTOSAI est, au fond, une institution démocratique qui fonctionne par le biais de consultation et de consensus. L'INTOSAI insiste sur le respect de la souveraineté nationale et l'égalité de ses membres, indépendamment de leur taille géographique

ou de la force économique. L'INTOSAI favorise la discussion active et le débat qui peut conduire à des accords étendus. Entre les congrès, les commissions et les sept groupes de travail régionaux de l'INTOSAI jouent un rôle central à répondre aux problèmes clés, favoriser la communication et partage des connaissances et d'expérience avec toute la communauté de l'INTOSAI. L'organisation s'associe également avec d'autres groupes, conformément à l'indépendance propre de l'INTOSAI, des normes pour aborder les questions d'intérêt commun.

L'autorité finale incombe aux ISC qui composent l'adhésion de l'INTOSAI. Chaque pays membre de l'INTOSAI a une voix, et aucun membre dispose d'un droit de veto. Reflétant les principes modernes de gouvernance, le comité directeur est responsable devant les membres, et le Secrétariat supporte à la fois l'adhésion et le comité directeur.

L'Arrière-plan

L' Histoire de la Task Force:

La Task Force a été créé par le comité directeur de l'INTOSAI à sa 50e réunion (Vienne, Octobre 2002) à la demande de ce qui est prévu par l'INCOSAI XVII (Séoul, Octobre 2001) et des résultats de l'enquête diffusé par le Secrétariat général, en insistant sur le rôle important que les ISCs pourraient jouer dans la coopération avec l'INTOSAI pour soutenir les efforts dans la lutte contre le blanchiment de l'Argent international.

Le groupe se compose des ISC représentant chaque organisation régionale: le Pérou (OLACEFS), en tant que président, Fidji (SPASAI), Lesotho (AFROSAI), Egypte (ARABOSAI), la Papouasie-Nouvelle-Guinée (ASOSAI), Royaume-Uni (EUROSAI), et Trinité-et-Tobago (CAROSAI); ainsi que les ISC des États-Unis, Fédération de Russie, en tant que sponsor de l'initiative.

Ce groupe spécial a visé à promouvoir un rôle proactif et de la coopération internationale pour lutter contre le blanchiment de l'Argent, d'une manière compatible avec les responsabilités, les compétences et les autorités des institutions supérieures de contrôle, et de l'indépendance posée par l'INTOSAI.

La Task Force a tenu 5 réunions:

1 – Moscou, 25 Septembre 2003

2 – Washington D.C., sixième Avril 2004

3 – Budapest, dixième Octobre 2004

4 – Lima, troisième Mars 2005.

5 – Maseru, 24-25 Avril 2007.

Changement de Statut:

Au cours de Novembre 2007, au Mexique, Le 19ème INCOSAI a effectué un accord sur la modification de l'état et l'extension de la Task Force changé pour le Groupe de Travail "La lutte contre le blanchiment de l'Argent international et contre la corruption".

Par suite, le nouveau groupe de travail a tenu sa première réunion à Lima, Pérou, le Mars 05, 2008.

Toutefois, au cours de la Deuxième réunion tenue au Caire la dernière en 30-31 Juillet, 2008, les membres ont convenu de modifier le titre du groupe de travail pour être: «La Lutte contre la corruption et le blanchiment de l'Argent», comme le blanchiment de l'Argent devient la dernière étape dans le processus de la corruption

en transformant les produits obtenus illégalement en légitime, et dans le même temps, devenant lui-même dans un acte sophistiqué de corruption.

Au cours de la deuxième réunion tenue au Caire, en Juillet 2008, il a été décidé que l'ISC d'Egypte présiderait le groupe après l'ISC du Pérou et à partir de cette date l'Organisme Central des Comptes (l'OCC) a pris la présidence du groupe de travail.

Le Groupe de travail a tenu 4 réunions:

1 – Lima, 5 Mars 2008

2 - Le Caire, 30-31 Juillet 2008.

3 – Jakarta, 14-16 Juillet 2009.

4 – Quito, 14-16 Août 2010.

Le Plan de Travail du Groupe de Travail LCCBAÉI

2008 -2011

Le Plan de Travail du Groupe de Travail LCCBAÉI 2008-2011

LA MISSION

Promouvoir un rôle proactif de la coopération internationale entre l'INTOSAI et leurs membres, en référence à la lutte contre le blanchiment de l'Argent et la corruption d'une manière compatible avec les compétences et les autorités des Institutions Supérieures de Contrôle des Finances Publiques (ISC) et les exigences d'indépendance de l'INTOSAI.

LES OBJECTIFS ET LES ACTIVITÉS

1. L'OBJECTIF

Promouvoir la coopération et le soutien entre l'INTOSAI et les Institutions Supérieures de Contrôle des Finances Publiques dans la prévention et la détection de la corruption et de blanchiment de l'Argent, de faciliter l'échange d'informations et d'élaborer des typologies et des lignes directrices pour l'utilisation par les ISC.

Les Activités:

1.1 Examen sur du site de web actuel de mise à jour des documents et des informations pertinentes pour la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'Argent.

1.2 Créer un forum virtuel pour échanger des points de vue et des idées et poser des questions et des réponses.

1.3 Développer des projets de lignes directrices pour les ISC dans la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent.

1.4 Préparer un rapport avec des typologies de la corruption à inclure dans les lignes directrices

2. L'OBJECTIF

Promouvoir la coopération entre l'INTOSAI et les organisations internationales impliquées dans la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent.

Les Activités:

2.1 Compléter la liste des organisations internationales sur la lutte contre le blanchiment de l'Argent et identifier ceux qui sont liés à la lutte contre la corruption.

2.2 Identifier les principaux partenaires internationaux pour le Groupe de travail à partir de la liste.

2.3 Développer les canaux de la communication et de la coopération avec les principaux partenaires internationaux.

2.4 Inviter les principaux partenaires internationaux en tant qu'observateurs aux réunions du groupe de travail.

3. L' OBJECTIF

Identifier les réglementations, les politiques, les stratégies et les programmes nationaux pour l'utilisation par les ISC à la détection et la prévention de la corruption et du blanchiment de l'Argent.

Les Activités:

3.1 Communiquer avec les ISC et demander des informations par le biais d'un questionnaire sur leurs propres activités, programmes, stratégies et politiques concernant la lutte contre le blanchiment de l'Argent et la corruption.

3.2 Recueillir les règlements à l'arrière-plan légal sur la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'Argent dans le secteur public.

4. L' OBJECTIF

Identifier les programmes de formation pertinents pour la lutte contre le blanchiment de l'Argent et contre la corruption et le travail avec l'IDI lorsque la formation spécialisée est nécessaire.

Les Activités:

4.1 Compléter et mettre à jour la liste des programmes de formation et des certifications dans la détection et la lutte contre le blanchiment de l'Argent et la corruption.

4.2 Afficher dans le site de web du groupe de travail des liens vers les programmes de formation et les organisations qui offrent des certifications dans le sujet.

4.3 Communiquer avec l'IDI pour connaître leurs plans sur la formation en ce qui concerne les questions de la lutte contre la corruption et contre le blanchiment de l'Argent et travailler avec eux dans la conception de cours en ligne.

La 1ère Réunion du Groupe de Travail
Lima - Pérou
5 Mars 2008

La Liste des Membres
1ère réunion du Groupe de travail
Lima - Pérou
5 Mars 2008

1.		L'Organisme Central des Comptes (l'OCC) d'Egypte
2.		Le Bureau du Vérificateur Général de Fidji
3.		Le Bureau du Vérificateur Général du Lesotho
4.		La Fonction de Contrôleur Général du Pérou
5.		La Chambre des Comptes de la Fédération de Russie
6.		Le Bureau de l'Audit National du Royaume-Uni
7.		Le Bureau de la Responsabilisation du Gouvernement des Etats-Unis
8.		Le Bureau du vérificateur général de la Papouasie Nouvelle Guinée
9.		Le Département du Vérificateur Général de Trinité-et-Tobago

La Liste des Participants
1ère réunion du Groupe de Travail
Lima - Pérou
5 Mars 2008

1.

L'Organisme Central des Comptes (l'OCC) d'Égy
Mme. Mona TAHA BORAIE
Directrice Générale des Relations Internationales

2.

Le Bureau du Vérificateur Général de Fidji
M. Mikaele WARA
Directeur de l'Audit

3.

Le Bureau du Vérificateur Général du Lesotho
Mme. Lucy L. Liphafa
Le Vérificateur Général
Mlle. Monica BESETSA
Officielle

4.

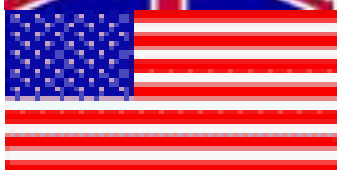
La Fonction de Contrôleur Général du Pérou
M. Genaro Matute MEJIA
LeContrôleur général du Pérou
Mlle. Noemi GALLEGOS PEIRANO
Officielle

5.

La Chambre des Comptes de la Fédération de Russie
M. Petr Primak
Officiel

6.

Le Bureau de l'Audit National du Royaume-Uni
M. Graham C. MILLER
Directeur

7. 

Le Bureau de la Responsabilisation du Gouvernement des Etats-Unis
Mme. Barbara KELLER
Officielle

L'ORDRE DU JOUR
DE LA PREMIERE REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL De L'INTOSAI
"LA LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DE L'ARGENT ET LA CORRUPTION À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE"
Lima - Pérou
5 Mars 2008

	5 Mars 2008
8:30-9:00	Allocution de bienvenue: Dr. Genaro Matute Mejia, Le Contrôleur général du Pérou, Le Président Lieu: Salon Oceanus, Los Delfines Hôtel
9:00-10:45	Réunion plénière
10:45-11:15	Pause de café
11:15-13:10	Réunion plénière (continuer)
13:10-13:30	Photo
13:30-14:30	Déjeuner
14:30-16:00	La séance plénière de l'après-midi. Suite de la discussion du Groupe de travail LCCBAÉI
16:00-16:15	Pause de café
16:15-17:00	La séance plénière de l'après-midi. Suite de la discussion des prochaines étapes du Groupe de t LCCBAÉI
20:00-22:30	Dîner officiel offert par le président du groupe de travail: "La Lu Contre le Blanchiment de l'Argent et la Corruption à l'Échell Internationale" Dr. Genaro Matute Mejia. Lieu: Casa Moreyra

	6 Mars 2008
9:00-11:00	Suivi et Allocution de clôture. Lieu: Salon Oceanus, Los Delfines Hôtel

La 2ème Réunion du Groupe de Travail le Caire-Egypte 30-31 Juillet 2008

La Liste des Membres
2ème réunion du Groupe de Travail
Le Caire - Egypte
30-31 Juillet 2008

1.		L'Organisme Central des Comptes (l'OCC) d'Égy
2.		Le Bureau du Vérificateur Général de Fidji
3.		Le Bureau du Vérificateur Général du Lesotho
4.		La Fonction de Contrôleur Général du Pérou
5.		La Chambre des Comptes de la Fédération de Russie
6.		Le Bureau de l'Audit National du Royaume-Uni
7.		Le Bureau de la Responsabilisation du Gouvernement des Etats-Unis
8.		Le Bureau du vérificateur général de la Papouasie-NouvelleGuinée
9.		Le Département du Vérificateur Général de Trinité-et-Tobago

La Liste des Participants
2ème réunion du Groupe de Travail
Le Caire - Egypte
30-31 Juillet 2008

1.

L'Organisme Central des Comptes (l'OCC) d'Égy
Dr. Gawdat El Malt
Le président de l'Organisme Central des Compt
Mme. Hanaa Husein
La Vice-présidente de l'Organisme Central des Comptes
M. Mahmoud Assad M. A. LATIF
Chef de Secteur
Mme. Mona BORAIE
Chef de Secteur
Mme. Fatma KANDILL
Chef de Secteur

2.

Le Bureau du Vérificateur Général du Lesotho
Mme. Lucy L. Liphafa
Le Vérificateur Général
Mlle. Monica BESETSA
Officielle

3.

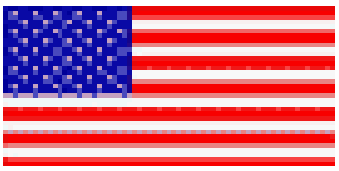
La Fonction de Contrôleur Général du Pérou
M. Genaro Matute MEJIA
Le Contrôleur général du Pérou
Mlle. Noemi GALLEGOS PEIRANO
Officielle

4.

La Chambre des Comptes de la Fédération de Russie
M. Petr Primak
Chef de Secteur

5.

Le Bureau de l'Audit National du Royaume-Uni
M. Graham C. MILLER
Directeur

6. 

Le Bureau de la Responsabilisation du Gouvernement des Etats-Unis
Mlle. Jacquelyn Williams
Directrice
Mme. Barbara KELLER
Officielle

LES OBSERVATEURS

7.

Le Conseil de l'Audit de la République d'Indonés
Dr. Anwar Nasution
Contrôleur

8.

Le Bureau Supérieur de l'Audit du Mexique
M. Julian Olivas
Contrôleur
Directeur des affaires juridiques

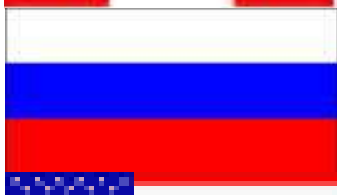
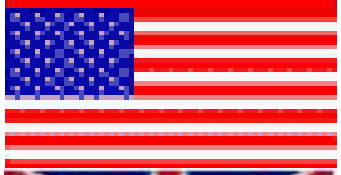
L'ORDRE DU JOUR
DE LA DEUXIEME REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL
De L'INTOSAI
"LA LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DE L'ARGENT ET LA CORRUPTION À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE"
Le Caire ï Egypte
30-31 Juillet 2008

	29 Juillet 2008
20:00	Dîner officiel de bienvenue offert par le conseiller Dr Gawda Malt, Le président de l'Organisme Central des Comptes (l'OCC Lieu: Une croisière sur le Nil
	30 Juillet 2008
8:30-9:30	Allocution de bienvenue: le conseiller Dr Gawdat El Malt, Le président de l'Organism Central des Comptes (l'OCC) M. Genaro Matute Mejia, le Contrôleur Général du Pér Président Lieu: siège de l'Organisme Central des Comptes (l'OCC)
9:30-10:00	Photo de groupe
10:00-12:00	Réunion plénière
12:00-12:30	Pause de café
12:30-14:00	Réunion plénière (continuer)
14:00-16:00	Déjeuner Lieu: Parc AlAzhar

	31 Juillet 2008
9:00-10:15	La séance plénièr. Suite de la discussion du Groupe de travail LCCBAÉI
10:15-10:45	Pause de café
10:45-12:45	Suivi et Allocution de clôture. Lieu: Le siege de l'Organisme Central des Comptes (l'OCC)

La 3ème Réunion du Groupe de Travail Jakarta - Indonésie 14-16 Juillet 2009

La Liste des Membres
3ème réunion du Groupe de Travail
Jakarta - Indonésie
14-16 Juillet 2009

1.		L'Organisme Central des Comptes (l'OCC) d'Égy
2.		La Fonction de Contrôleur Général du Pérou
3.		La Chambre des Comptes de la Fédération de Russie
4.		LeBureau de la Responsabilisation du Gouvernement des Etats-Unis
5.		Le Bureau de l'Audit National du Royaume-Uni
6.		Le Bureau du vérificateur général de la Papouasie-NouvelleGuinée
7.		Le Département du Vérificateur Général de Trinité-et-Tobago
8.		Le Bureau du Vérificateur Général de Fidji
9.		Le Bureau du Vérificateur Général du Lesotho

10.		Le Conseil de l'Audit de la République d'Indonés
11.		Le Bureau Supérieur de l'Audit du Mexique
12.		La Cour fédérale des Comptes de l'Allemagne
13.		Le Contrôleur Général de La République de Colombie
14.		Le Contrôleur Général de l'Etat de l'Equateur

La Liste des Participants
3ème réunion du Groupe de Travail
Jakarta - Indonésie
14-16 Juillet 2009

1.

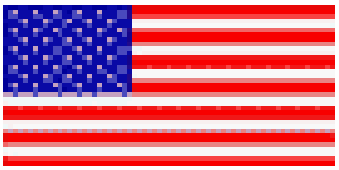
L'Organisme Central des Comptes (l'OCC) d'Égy
Conseiller Dr Mohammed Gawdat Ahmed El Malt
Le president
M. Mohamed Khalil Wanis
Premier Sous-Secrétaire d'Etat
M. Mahmoud Abdel-Latief
Premier Sous-Secrétaire d'Etat
M. Islam El-Afifi
Contrôleur

2.

La Fonction de Contrôleur Général du Pérou
MR. Fouad Elias Khoury Zarzar
Le Contrôleur général

3.

La Chambre des Comptes de la Fédération de Russie
M. Petr Primak
Directeur du Département

4. 

Le Bureau de la Responsabilisation du Gouvernement des Etats-Unis
Mlle. Jacquelyn Williams-Bridgers
Directeur Général, des Affaires Internationales et du Commerce

5.

Le Bureau de l'Audit National du Royaume-Uni
M. Graham C. MILLER
Directeur

6.

Le Bureau du vérificateur général de la Papouasie-Nouvelle-Guinée
M. Thomas Hollande
Sous-Vérificateur Général

7.

Le Département du Vérificateur Général de Trinité-et-Tobago
Mme Sharman Ottley

8.		Le Bureau du Vérificateur Général de Fidji M. Eroni Vatuloka
9.		Le Bureau du Vérificateur Général du Lesotho Mme. Lucy L. Liphafa Le Vérificateur Général Mlle. Monica Mot Ō oa Besetsa Sous Vérificateur Général
10.		Le Conseil de l'Audit de la République d'Indonés Dr. Anwar Nasution Président M. I Gusti Agung Rai Membre du Conseil M. Udju Djuhaeri Membre du Conseil M. Hendar Ristriawan Chef de la Première Direction M. Gatot Supiartono Expert de Personnel de l'Audit d'Investigation M. I Nyoman Wara Chef de l'Auditorate M. Hery Subowo Chef de Sous Auditorate M. Randy Rizki Vérificateur
11.		Le Bureau Supérieur de l'Audit du Mexique M. Victor Manuel Andrade Martinez Direction, le Consultatif Général et d'Assistance Juridique
12.		La Cour fédérale des Comptes de l'Allemagne M. Rainer Aprill Directeur Principal de la Vérification, membre
13.		Le Contrôleur Général de La République de Colombie Dr. Julio Cesar Turbay Quintero Contrôleur Général Dr. Lina Maria Sinisterra Mazariegos Conseiller CFC du Contrôleur Général Dr. Gladys Ceballos López Directeur de Bureau de la Coopération Technique internationale

14.

Le Contrôleur Général de l'Etat Equateur
Dr. Carlos Polit Faggioni
Général Comptoller
Dr. Nelson Dueñas Lopez
Coordinateur général

LES OBSERVATEURS

1.

Le Bureau du Vérificateur Général de la Malaisi
Mme Saadatul Nafisah Bashir Ahmad
Directrice Adjointe

2.

Le Conseil Supérieur de la Vérification d'Irak
M. Alaa S. Kadhim Al-Zubaidi
Chef Principal de l'Équipe de la Vérification
Mme Ikram A. Abdulhafedh Al-Shammari
Vérificatrice Principale

3.

La Chambre Suprême de Contrôle POLOGNE
M. Jacek Koscielniak
Vice-Président
a Φ ½ ō è ă Ʊ l· ø 5 ₂ ō NJ ₂
Conseiller économique

4.

L'Organisation Centrale de Contrôle et d'Audit d
Yémen
Dr. Abdullah Abdullah Al-Sanafi

5.

Le Secrétariat Général de l'INTOSAI
Dr. Josef Moser

L'ORDRE DU JOUR
DE LA TROISIÈME REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL De L'INTOSAI
"LA LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DE L'ARGENT ET LA CORRUPTION À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE"
Jakarta - Indonésie
14-16 Juillet 2009

	Lundi 13 Juillet 2009
	L'arrivée de la délégation - Rendez-vous au salon des personnes très importantes avec des représentants du BPK - Arrivée dans les hotels
	Mardi 14 Juillet 2009
09:00-16:00	Programme d'Excursions
19:00-21:00	Dîner pour toutes les délégations organisées par l'ISC de l'Indonésie
	Mercredi 15 Juillet 2009
9:00-9:30	Accueil et introduction Discours d'ouverture Le Dr Anwar Nasution, président de l'ISC de l'Indonésie Séance d'ouverture Conseiller Dr.Gawdat Bekhit, le Président de l'OCC de l'Egypte et le Président du Groupe de travail de l'INTOSAI "lutte contre la corruption et le blanchiment de l'Argent".
09:30-09.45	Photo de groupe
09:45 à 10:00	Pause
10:00 à 10:45	Présentation par le Mandataire Général Indonésien Représentant du Mandataire Général Indonésien
10:45 à 10:55	Présentation par l'ISC de la Colombie Représentant de l'ISC de la Colombie
10:55-11:05	Présentation par l'ISC de l'Equateur Représentant de l'ISC de l'Equateur

11:05-11:15	Présentation par l'ISC de l'Allemagne Représentant de l'ISC de l'Allemagne
11:15-12:00	Réunion Plénière (Vue d'ensemble des réalisations du groupe travail et les missions confiées aux membres) Représentant de l'ISC d'Egypte
12:00-13.30	Déjeuner
13:30-13:50	Présentation de la Balance de Gestion en charge du Group travail. Le Contrôleur général de l'ISC du Pérou
13:50-14:10	Aperçu des lignes directrices en matière de lutte contre l corruption et les contrôles de blanchiment de l'Argent (prem objectif) Chambre des comptes de la Fédération de Russie
14:10 à 14:30	Vue d'ensemble des réalisations de l'Objectif deuxième Le Bureau de la Responsabilisation du Gouvernement des- E Unis
14:30 à 14:50	Discuter des résultats du premier questionnaire concernan lutte contre la corruption et le blanchiment de l'Argent. (Troisième objectif) L'OCC de l'Egypte
14:50 à 15:15	Pause
15:15	Ajournement
	Jeudi 16 Juillet 2009
9:00-9:15	Allocution d'ouverture Conseiller Dr.Gawdat-Bekhit, le Président de l'OCC de l'Egypte le Président du GT.
9:15-10:00	La séance de cloture Présentation d'affichage (à déterminer)
10:00-10:15	Pause
10:15-10:25	Présentation par l'ISC de l'Irak (Observateur) Représentant séance de clôturede l'Irak
10:25-10:35	Présentation par l'ISC de la Malaisie (Observateur) Représentant séance de clôture de la Malaisie
10:35-10:45	Présentation par l'ISC de la Pologne (observateur) Représentant l'ISC de la Pologne

10:45-10:55	Présentation par l'ISC du Yémen (Observateur) Représentant de l'ISC du Yémen
10:55-12:00	Séance de clôture Conseiller Dr. Gawdat El-Malt, le Président de l'OCC de l'Egypte le Président du GT.
12:00-13:30	Déjeuner
13:30-17:00	Visite au Centre Indonésien de Souvenirs
	Vendredi 17 Juillet 2009
	Départ des delegations

LES PROCÈS-VERBAUX DE LA TROISIÈME REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL DE L'INTOSAI "LA LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DE L'ARGENT ET LA CORRUPTION À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE"
Jakarta - Indonésie
14-16 Juillet 2009

La troisième réunion du Groupe de travail de l'INTOSAI de LCCBA a eu lieu à Jakarta, en Indonésie 14-16 Juillet 2009.

La réunion a été présidée par Dr Gawdat El-Malt, le président de l'ISC égyptienne (l'OCC) et le Président du Groupe de travail.

Les délégués de douze pays ont assisté à la réunion, ce qui suit est une liste des présidents des ISC et des délégués:

Premièrement: Les Présidents des ISC

Numéro	Pays	Titre et Nom	Position
1.	Egypte	Conseiller Dr. Mohamed Gawdat El-Malt	Président
2.	Indonésie	Dr Anwar Nasution	Président
3.	Lesotho	Mme Lucy L. Liphafa	Vérificateur Général
4.	Colombie	Dr Julio Cesar Turbay Quintero	Contrôleur Général
5.	Pérou	M. Fuad Khoury Zarzar	Contrôleur Général

Deuxièmement: Les Délégués:

Numéro	Pays	Titre et Nom	Position
1.	Egypte	M. Mohamed Khalil	Premier Sous-Secrétaire d'Etat
2.	Egypte	M. Mahmoud Abdel-Latief	Premier Sous-Secrétaire d'Etat
3.	Egypte	M. Islam El-Afifi	Contrôleur
4.	Indonésie	M. I Gusti Agung Rai	Membre du Conseil
5.	Indonésie	M. Hendar Ristriawan	Chef de la Première Direction
6.	Indonésie	M. Gatot Supiartono	L'expert de l'audit Investigative

7.	Indonésie	M. I Nyoman Wara	Chef de l'Auditorate
8.	Indonésie	M. Hery Subowo	Chef du Sous Auditorate
9.	Indonésie	M. Randy Rizki	Vérificateur
10.	Allemagne	M. Rainer April	Directeur Principal de la Vérificatio Membre
11.	Lesotho	Mme Monica Motseoa Besetsa	SousVérificateur Général
12.	Equateur	Dr Eduardo Muñoz Vega	Sous Contrôleur Général
13.	Equateur	Dr Nelson Dueñas Lopez	Coordinateur Général
14.	RoyaumeUni	M. Graham Miller	Directeur
15.	Papouasie Nouvelle Guinée	M. Thomas Hollande	SousVérificateur Général
16.	Russie	M. Petr Primak	Directeur du Département
17.	ÉtatsUnis	Mme Jacquelyn WilliamsBridgers	Directeur Général, Affaires Internationales du Commerce
18.	Colombie	Dra. Lina Maria Sinisterr Mazarriegos	Conseiller CFC du Contrôleur Génér
19.	Colombie	Dra. Gladys Ceballos Lópe	Directeur de Bureau de la Coopération Technic internationale
20	Mexique	M. Victor Manuel Andrade Martinez	Direction, Consultatif Général et d'Assistanc Juridque

Les délégués de la TrinitéTobago et des îles Fidji n'ont pas assisté à la réunion.

Troisième: Les Observateurs:
Les délégués suivants ont assisté à la réunion en tant qu'observateurs:

Numéro	Pays	Titre et Nom	Position
1.	Malaisie	Mme Saadatul Nafisah Bashir Ahma	Directeur Adjoint
2.	Irak	M. Alaa S. Kadhim AlZubaidi	Chef Principal de l'Équipe de Vérification
3.	Irak	Mme Ikram A. Abdulhafedh Alhammari	Vérificateur Principal
4.	Pologne	M. Jacek Koscielniak	VicePrésident
5.	Pologne	a Φ ½ ō è ă Ʊ l· ø 5 ₂ ō NJ ₂	Conseiller Économique

Alors que l'ISC du Yémen et le Secrétariat Général de l'INTOSAI n'ont pas assisté à raison des engagements pré définis.

1- Point 1 de l'ordre du jour: Allocution de Bienvenue.
Au début de la reunion, le président du Conseil de l'Audit de la République d'Indonésie, le Dr Anwar Nasution a accueilli le Dr Gawdat El-Malt, le président du Groupe de travail de l'INTOSAI sur LCCBA Et tous les autres délégués, en leur souhaitant la réussite dans le travail accompli par le groupe. Il a souligné les mesures prises par l'Indonésie pour combattre la corruption et le blanchiment de l'Argent et de la nécessité de la coopération internationale pour détecter et dissuader le blanchiment de l'Argent.

Il a également indiqué que son mandat en tant que président du Conseil de l'Audit de la République d'Indonésie doit mettre fin en Octobre 2009.

2- Point 2 de l'ordre du jour: Allocution d'Ouverture.
Le Conseiller Dr Gawdat El-Malt, le président du Groupe de travail et le Président de l'OCC égyptien a remercié le Dr Anwar Nasution pour avoir accueilli la réunion et les dispositions prises pour son succès. Il a souligné sa satisfaction à l'ISC du Pérou pour leur rôle effectif au cours de leur présidence.

Puis, il a donné une brève introduction à l'OCC égyptien, en soulignant les aspects de la chaise de l'OCC et de l'indépendance et l'immunité des employés.

Il a également indiqué les titres suivants:

1- La corruption et la crise financière mondiale et le rôle efficace du Groupe de travail.

2- Les défis qui se font face aux ISC sur la lutte contre le blanchiment de l'Argent.

3- Le rôle législatif de l'Egypte dans la lutte contre le blanchiment de l'Argent.

4- Les réalisations du Groupe de travail depuis la présidence de l'Egypte

Le président a également indiqué que les points mentionnés ci-dessus doivent être examinées par la délégation égyptienne lors de la réunion.

3- Point 3 de l'ordre du jour: la présentation du Service des Poursuites Publiques de l'Indonésie.
M. Hendarman Supandji, un Chef de la Première Direction dans le Service des poursuites Publiques de l'Indonésie a passé en revue les lois concernées par l'éradication de la corruption et des entités concernées telles que le Service des Poursuites Publiques, la police et la Commission de l'éradication de la corruption. Il a donné quelques données concernant les cas enquêtes et de poursuites dans les années 2007 et 2008 qui ont clairement montré le nombre croissant des cas.

Il a dit que le Service des Poursuites Publiques a économisé environ de 18 millions de dollars américains au cours de la période de 2008 jusqu'en mai 2009 et ensuite passé en revue les politiques utilisées par eux contre la corruption.

La dernière partie de son discours a été précédée par les lois indonésiennes contre le blanchiment de l'Argent comme la loi numéro 15 de l'année 2002 et la loi numéro 25 de l'année 2003, f Ŝ ă Ŝ Ŧ Ŧ 2 NJ ű ă Ŝ ú f Ŝ ă LJ 2 f ƛ ű ƛ lj dz Ŝ ă Y ƛ l'éradication de blanchiment de l'Argent.

M. Supandji a souligné que le Service des Poursuites Publiques est l'une des institutions répressives.

4- Point 4 de l'ordre du jour : La Présentation de la Colombie.
MR. Julio Cesar Turbay Contrôleur Général de la République de Colombie a passé en revue la stratégie utilisée contre la corruption qui dépend sur 4 axes principaux: la prévention, la détection, les sanctions et la cooperation, chaque axe en détail.

M. Julio a proposé la création et le renforcement des bases de données partagées par les membres de l'INTOSAI et le renforcement des stratégies de suivi. Il a également proposé d'exercer plus de pression dans les efforts visant à éliminer les paradis fiscaux et le secret bancaire à côté du renforcement des capacités et l'échange de connaissances et d'expériences.

5- Point 5 de l'ordre du jour : La Présentation de l'Equateur.
Dr. Eduardo Vega, le Sous-contrôleur Général l'ISC équatorien a passé en revue la façon dont ils ont rejoint le Groupe de travail après l'envoi d'une pétition deuxième Mars 2008. Il a mentionné qu'il y avait de nombreuses raisons pour se joindre au GT, la première était que le Bureau du Contrôleur Général de l'Équateur est le président du Comité Technique Spécial sur l'Éthique Publique, l'Intégrité et la Transparence de Gestion affilée à l'OLACEFS. Il a également passé en revue l'histoire du comité, et les objectifs généraux spécifiques et, enfin, ses activités, et comment ces objectifs sont harmonisées avec celles de l'ICBAÉ-GT.

Il a également mentionné que la nouvelle structure de l'État équatorien a créé la fonction de transparence et de contrôle social (la cinquième puissance de l'Etat), que le bureau du Contrôleur Général est une partie d'elle.

A la fin, il a passé en revue la façon dont ils ont renforcé leurs capacités avec l'extension de formation et de partage des expériences.

6- Point 6 de l'ordre du jour: La Présentation de l'Allemagne.

M. Rainer April, un directeur principal de la vérification à l'ISC de l'Allemagne a passé en revue les mesures anti-corruption dans le cadre de planification de la vérification et la façon dont ils sont effectué des vérifications transfrontalière et des audits à des autorités individuelles.

Il a également souligné que leur tâche comprend également fournir des conseils au gouvernement et au parlement.

7- Point 7 de l'ordre du jour: Le Rapport d'avancement et d'activités (L'Egypte).

M. Mohammed Khalil (Premier Sous-Secrétaire d'État) de l'ISC égyptien a passé en revue les missions assignées à l'ICC égyptien, à savoir les suivantes

- La mise à jour de Site Web (en tant que président)

  Le nouveau Site Web faite par l'Égypte a été publié à partir de Juin 2009, M. Islam El-Afifi (un Contrôleur de l'ISC égyptienne) a dans le même temps parcouru l'ancien Site Web http://www.Controlleria.gob.pe/task_force/fait par le Pérou et le nouveau Site Web www.wgfacml.cao.gov.eg fait par l'OCC égyptien. Ce Site Web sera mis à jour chaque mois et il a demandé aux participants d'envoyer des documents ou des idées nouvelles pour enrichir le Site Web.

- Le Premier Questionnaire (en tant que membre)

  Les discussions sur le premier questionnaire a été renvoyé à M. Mahmoud Assad (Point 10 de l'ordre du jour).

- La Coopération avec l'IDI (en tant que membre)

  Le secrétariat du GT en fonction du 4ème objectif du Groupe de travail a contacté l'IDI pour organiser et arranger des programmes de formation et le secrétariat du GT est toujours en attente de leur réponse.

- Les Suggestions de nouvelles missions (en tant que président)

  Il a également proposé d'ajouter des nouvelles missions au plan de travail 2008-2011 dans le domaine de la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent en formant des équipes de trois membres, sous la direction de l'un d'eux pour réaliser des projets de lignes directrices dans l'une des propositions de sujets qui sont: La prévention et la lutte contre la corruption, y compris la restitution des avoirs volés, la promotion de l'intégrité, la transparence, la responsabilisation et la bonne gestion de la propriété gouvernementale, les

contestes que les ISC sont confrontées à des lutte contre le blanchiment de l'argent.

Ces propositions ont été distribués aux délégués pour les commenter.

Il a également donné un indice sur les contributions internationales que le Secrétariat du GT a participé.

8- Point 8 de l'ordre du jour: La Présentation du Pérou.

M. Fuad Khoury Zarzar, le Contrôleur Général du Pérou a présenté les résultats de la task force concernant les 3 objectifs de 2003 à 2007 et de la façon dont la task force a été changé pour un groupe de travail et ses résultats et les activités réalisées durant l'année 2008.

9- Point 9 de l'ordre du jour: Le Premier objectif (la Russie).

M. Petr Primak, un Directeur du Département de l'ISC de Russie, a présenté les lignes-directrices que les États membres de l'INTOSAI devraient baser sur, comme les suivantes:

a- La légalité.
b- L'indépendance.
c- L'intégrité et l'impartialité.
d- La cohérence.
e- L'évitabilité.
f- La transparence.
g- La responsabilité.
h- Le professionnalisme.
i- Le respect de l'éthique professionnelle.

Il a également mis en évidence les zones que les ISC devraient concentrer leurs efforts sur la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'Argent, comme le développement de la politique de l'Etat, l'assurance de l'agrément et de la consistance des actions des organismes publics, l'augmentation des méthodologies d'audit, l'organisation de la formation d'experts et l'élargissement de la coopération internationale.

10- Point 10 de l'ordre du jour: Le Deuxième objectif (Les États-Unis Américains).

Mme Jacquelyn Williams, une Directrice Générale au sein de l'ISC Américain, a été assigné pour compléter la liste des organisations internationales concernées. Après avoir donné un bref pour les efforts qui ont été fait, elle a identifié les principaux partenaires internationaux pour être comme suivantes:

1- la Banque Mondiale, Unité Financière du développement du secteur privé, de l'intégrité du marché financier:

Elle soutient les pays clients dans le renforcement de l'intégrité de leurs secteurs financiers à travers l'assistance technique pour renforcer les capacités des pays.

2- Le Comité Egmont:
Ce groupe se compose aujourd'hui d'environ 116 unités du renseignement financier à l'échelle mondiale, qui sont chargés d'analyser et de partager aux autorités compétentes les informations financières concernant les produits présumés de la criminalité, le financement du terrorisme et le blanchiment de l'Argent.

3- L'Initiative de recouvrement des avoirs volés (IRAV):
Cette initiative met l'accent sur le renforcement des capacités et fournir des conseils.
Mme Jacquelyn a souligné que les ISC jouent aucun rôle actif dans les réunions de la Banque mondiale et du Groupe Egmont, ainsi que nous devrions contacter et coordonner avec eux.

11 - Point 11 de l'ordre du jour: Le Troisième objectif (Egypte).
M. Mahmoud Assad, un premier sous-secrétaire d'Etat à l'ISC égyptien, a présenté ce qui a été réalisé sur le premier questionnaire du Groupe de travail et comment il a été modifié dans la contribution de l'ISC des Etats-Unis, puis il l'a distribué à tous les membres du GT pour commenter.
Après qu'il a été envoyé à tous les présidents des commissions, des groupes de travail et des task fiorces de l'INTOSAI. À la fin de son discours, M. Assad a discuté les résultats des 3 premiers objectifs avec le groupe de travail, les résultats des débats sont mentionnés au Point 19 "les Conclusions de la réunion".

12- Point 12 de l'ordre du jour: La séance de clôture.
Une séance de clôture a été faite avec les délégués.

13- Point 13 de l'ordre du jour: la Présentation de l'Irak.
M. Alaa Al-Zubaidi, un chef principal de l'équipe de vérification dans l'ISC irakienne a mentionné que l'Irak a fait face à de nombreux défis dans le domaine de la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent, donc ils sont sur le chemin de la délivrance de nouvelles lois et la ratification des conventions bilatérales et internationales. De plus, la banque centrale de l'Irak a délivré "La lutte contre le blanchiment de l'argent et le financement du terrorisme".

14- Point 14 de l'ordre du jour: la Présentation de la Malaisie.
Mme Saadatul Nafisah Bashir Ahmad, une directrice adjointe dans l'ISC de la Malaisie a passé en revue la façon dont la loi de Malaisie contre le blanchiment de l'argent (LCBA) a été adoptée en 2001 et renommée en mars 2007 pour être la loi contre blanchiment de l'argent et contre financement de terrorisme, alors qu'il était révisé le 6 mars 2007.

Par la suite, elle a passé en revue la façon dont la Loi définit le blanchiment de l'argent, les sanctions prévues par la loi et elle a présenté deux cas réels qui ont chargés. En fait, les chambres du Mandataire Général de la Malaisie ont poursuivi vingt-et-un cas de blanchiment de l'argent que ont la valeur de 87.000.000 Dollars des Etats-Unis.

KPMG international a indiqué, dans une enquête menée en 2004, que la Malaisie a encore du chemin à parcourir pour atteindre ses objectifs d'éliminer le blanchiment de l'argent.

Après cela, elle a passé en revue [illegible] les ISC à lutter contre la corruption, comme, l'introduction des canaux de communication avec le public, la nécessité d'engager tous les intervenants dans le processus de vérification, de développer les compétences et les capacités .... etc. En outre, elle a passé en revue le rôle des institutions internationales et de nos attentes de leur part.

15- Point 15 de l'ordre du jour: La Présentation de la Pologne.
M. Jacek Koscielniak, le Vice-Président de l'ISC polonaise a mentionné que leur ISC a existé pendant plus de quatre-vingt dix ans. Il a également mis en évidence les mécanismes qui encouragent la corruption et leur stratégie de lutte contre la corruption et d'autres types d'actes répréhensibles. Il a également mentionné les activités de l'ISC dans le domaine de la formation internationale.

16- Point 16 de l'ordre du jour: La Présentation d'Affiches.
Quatre délégués ont présenté leurs affiches au sujet de notre lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent. Ils étaient les représentants de la Colombie, de l'Equateur, de l'Egypte et de l'Indonésie. Un représentant de chaque délégué a parlé de l'affiche de son ISC indiquant son sens et ce qu'elle représente.

17- Point 17 de l'ordre du jour: Discussion sur le lieu de la quatrième réunion du GT-LCCBAÉI
Le président du Groupe de Travail a discuté la question de la tenue de la quatrième reunion. Il a été décidé de tenir la quatrième réunion du Groupe de Travail en Juillet 2010. Quant à la hôte de la réunion, la question devait être réglée au cours des 3 mois suivants. Le président a souligné que la réunion devrait avoir lieu dans un pays autre que les trois derniers pays d'accueil (Pérou, l'Egypte et l'Indonésie).

18- Point 18 de l'ordre du jour: Des Allocutions de Clôture.
A la fin, M. Agung Rai, un membre du Conseil de l'ISC indonésienne (qui a pris la place de M. Anwar qui a voyagé au Japon dans une affaire urgente) a remercié les délégués pour partager leurs idées et leurs expériences précieuses. Il a également mentionné que la réunion a permis de surmonter les disparités dans le traitement de ce crime extraordinaire.

Puis, le Dr Gawdat El-Malt, le president, a exprimé sa gratitude et ses remerciements aux efforts de l'ISC de l'Indonésie, indiquant que les procès-verbaux de la réunion seront envoyés à tous les membres pour être approuvés afin qu'ils puissent être soumis Lors de la réunion du comité directeur de l'INTOSAI tenue en novembre 2009.

19- Les Conclusions de la réunion.

Après des discussions, tous les délégués ont convenu de ce qui suit:

19-1 En ce qui concerne les nouveaux membres:

L'adhésion des ISC suivantes a été acceptée:

L'ISC de l'Irak, l'ISC de la Malaisie, l'ISC de la Pologne et l'ISC du Yémen.

19-2 En ce qui concerne Le premier questionnaire:

a- L'ajout d'un glossaire des termes et des abréviations à la fin du questionnaire.

b- L'ajout des autres titres au terme de l'unité de renseignement financier comme le titre diffère d'un pays à l'autre.

c- La limitation des langues des documents utilisés pour les 5 langues de l'INTOSAI.

d- La division de la question 10, section 1, en 2 questions distinctes, l'une pour les conflits d'intérêts et l'autre pour le code d'éthique.

e- L'ajout d'une question sur le mandat des ISC pour imposer des sanctions par eux-mêmes.

f- L'étude de l'enquête de l'EUROSAI pour obtenir le bénéfice maximum.

g- L'ajout de l'option "AUTRE" où plusieurs options sont répertoriées.

h- L'étude de la division de la section 1 en 3 sous-sections; une sous-section à la fois pour la corruption et le blanchiment de l'argent, une deuxième sous-section de la corruption et la troisième sous-section pour le blanchiment de l'argent.

i- L'ajout d'une question à la section 2: la question 1 concernant la contribution des ISC dans le cas où elles n'ont pas le pouvoir de procéder à des vérifications liées à la corruption et au blanchiment de l'argent.

j- La clarification de la question numéro 6, section 1, car elle est imbriquée avec la question numéro 7.

Après avoir fait ces modifications, le premier questionnaire doit être distribué à tous les membres de l'INTOSAI.

19-3 En ce qui concerne les lignes-directrices

Le secrétariat du GT a demandé à M. Peter de la Russie à raccourcir les lignes-directrices et les rendre plus concentrées

19-4 En ce qui concerne le Papier des Suggestions

Le secrétariat du GT a suggéré d'ajouter quelques nouveaux sujets pour le développement de projets dans le domaine de la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent en formant des équipes de trois membres, sous la direction de l'un d'eux pour réaliser des projets dans les lignes-directrices et les délégués ont convenu à ce sujet. En ce qui concerne ca f Ŝ y˝ŘNJ ƛ ŜNJ ŘŜ Y ƛ ă Ŝ Ŝ y˝ dždzØNJ ŜfŽ afin que les délégués puissent donner leurs avis et leurs suggestions

19-5 En ce qui concerne la liste des organisations internationales

Le représentant de l'ISA américain doit remplir la mise à jour de la liste et d'informer le secrétariat du GT avec tous les nouveaux développements à côté d'établir des contacts avec le groupe Egmont.

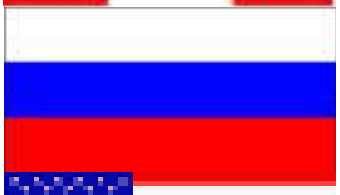
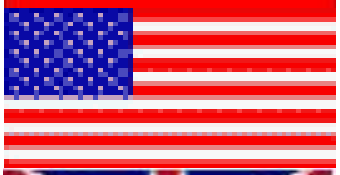
19-6 En ce qui concerne le lieu de la 4ème réunion

Il a été décidé de tenir la 4e réunion du Groupe de travail en Juillet 2010. Quant à la hôte de la réunion, la question devait être réglée au cours des 3 mois suivants. Le président a souligné que la réunion devrait avoir lieu dans un pays autre que les 3 derniers pays d'accueil (Pérou, l'Egypte et l'Indonésie).

Le président du Groupe de travail a déclaré la clôture de la réunion.

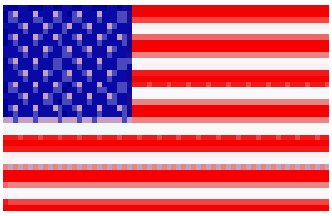
La 4ème Réunion du Groupe de Travail Quito - Equateur 5-6 Août 2010

La Liste des Membres
4ème réunion du Groupe de travail
Quito - Equateur
5-6 Août 2010

1.		L'Organisme Central des Comptes (l'OCC) d'Égy
2.		La Fonction de Contrôleur Général du Pérou
3.		La Chambre des Comptes de la Fédération de Russie
4.		Le Bureau de la Responsabilisation du Gouvernement des Etats-Unis
5.		Le Bureau de l'Audit National du Royaume-Uni
6.		Le Bureau du vérificateur général de la Papouasie-NouvelleGuinée
7.		Le Département du Vérificateur Général de Trinité-et-Tobago
8.		Le Bureau du Vérificateur Général de Fidji
9.		Le Bureau du Vérificateur Général du Lesotho

10.		Le Conseil de l'Audit de la République d'Indonés
11.		Le Bureau Supérieur de l'Audit du Mexique
12.		La Cour fédérale des Comptes de l'Allemagne
13.		Le Contrôleur Général de la République de la Colombie
14.		Le Contrôleur Général de l'Etat de l'Equateur
15.		Le Bureau du Vérificateur Général de la Malaisi
16.		Le Conseil Supérieur de la Vérification d'Irak
17.		La Chambre Suprême de Contrôle de POLOGNE
18.		L'Organisation Centrale de Contrôle et d'Audit de Yémen

La Liste des Participants
4ème réunion du Groupe de Travail
Quito - Equateur
5-6 Août 2010

1.		L'Organisme Central des Comptes (l'OCC) d'Égy Conseiller Dr. Mohammed Gawdat Ahmed El Ma Le president M. MohamedWanisKhalil Premier Sous-Secrétaire d'Etat M. Mahmoud AbdeLatief Premier Sous-Secrétaire d'Etat M. Islam El-Afifi Contrôleur
2.		La Fonction de Contrôleur Général du Pérou M. Juan Carlos Requejo
3.		La Chambre des Comptes de la Fédération de Russie M. Petr Primak Directeur du Département
4.		Le Bureau de la Responsabilisation du Gouvernement des Etats-Unis Mlle. Jacquelyn Williams-Bridgers Directeur Général, des Affaires Internationales e du Commerce
5.		Le Bureau du Vérificateur Général du Lesotho Mme. Lucy L. Liphafa Le Vérificateur Général
6.		Le Conseil de l'Audit de la République d'Indonés M. Taufiequrachman Ruki M. Novy Gregory Antonius Pelenkahu M. Marcelo Lopez Mestanza

7.		La Cour Fédérale des Comptes de l'Allemagne M. Harald Klein M. Uwe Schreiner
8.		Le Contrôleur Général de La République de Colombie M. Luis Fernando Ayala Mme. Nidia Giraldo
9.		Le Contrôleur Général de l'Etat de l'Equateur Dr. Carlos Polit M. Pablo Celi M. Nelson Duenas
10.		La Chambre Suprême de Contrôle de POLOGNE M. Jacek Koscielniak M. Zbyslaw Dobrowlski

LES OBSERVATEURS

1. Le Secrétariat Général de l'INTOSAI
Dr. Josef Moser

2. L'Initiative de Développement de l'INTOSAI
M. Magnus Borge
M. Abdelhakim ben Lazreg

3. Le Controlleria Général de la República de Chile
Mme. Dorothy Perez Gutierrez

4. Le Controlleria Général de la República de Cuer
de Guatemla
M. Edgar Alberto Samayoa Lara

5. Le Bureau de l'Audit National de la Répu
Populaire de Chine
M. Chen Dashi
Mme. Yanqi Qi

6. LeBureau du Vérificateur Général en Namibie
Mme. Hilija Ndapanda Amupolo
M. Junias Etuna Kandjeke

7. Le Controllería Général de la República de Para
Mme Shirley Acuna

8. Le Bureau Suprême de Contrôle de la Republique
Tchèque
M. Petr Neuvirt
Mme. Sylvia Mullerova

9.

Le Bureau du Vérificateur Général Zambie
M. Forbby Phiri
M. Albert Shikupilwa

L'ORDRE DU JOUR
DE LA QUATRIÈME REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL De L'INTOSAI
"LA LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DE L'ARGENT ET LA CORRUPTION À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE"
Quito - Equateur
5-6 Août 2010

	Mercredi 4 Août 2010
	L'arrivée des délégations - L'arrivée dans les hotels
	Jeudi 5 Août 2010
09.00-09.30	- Allocution de bienvenue Le Vérificateur général de l'ISC de l'Equateur
09.30-10.00	Séance d'ouverture ☒ Conseiller Dr Gawdat-El Malt Président de l'OCC et le Président du GT CCBAÉI
10.00-10.30	Photo de groupe
10.30-11.00	Pause
11.00- 11.30	Vue d'ensemble des réalisations du groupe de travail et rap d'avancement. ☒ Représentant de l'OCC de l'Egypte
11.30-12.00	Commentaires sur le rapport des progrès du GT.
12.00-12.30	Vue d'ensemble des lignes directrices en matière de lutte contr la corruption et les contrôles de blanchiment de l'argent (prem objectif) ☒ La Chambre des Comptes de la Fédération de Russie
12.30-13.00	Ouvrir la session pour les lignes directrices.

13.00-15.00	Pause de déjeuner
15.00- 15.30	Vue d'ensemble des réalisations du deuxième objectif ☒ Bureau de responsabilisation gouvernementale de l'Amérique
15.30-16.00	Ouvrir la session pour les réalisations du deuxième objectif.
16.00- 16.30	La présentation du rapport du premier questionnaire concern la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'arger (Troisième objectif). ☒ L'Organisme Central des Comptes (l'OCC) d'Égypte
16.30-17.00	Ouvrir la session pour le rapport du premier questionnaire.
17.00	Ajournement
	Vendredi 6 Août 2010
9.00- 9.30	La séance de cloture ☒ Le Conseiller Dr Gawdat Hilal Le Président de l'OCC et le Président du GT LCCBAÉI
9.30-10.00	Ouvrir la session pour examiner les décisions qui ont été pr dans le premier jour de la réunion
10.00-10.30	Pause
10.30-11.30	Ouvrir une session pour les équipes au travail suggérées pou sujets qui seront mises y [illegible] directives. lj d ☒ M. Mahmoud Assaad, le président du Secrétariat du Groupe Travail.
11.30-12.00	Présentation par l'Initiative de Développement de l'INTOSAI ☒ L'Initiative de Développement de l'INTOSAI présente le cadre de la coopération entre l'IDI et la LCCBAÉI GT

12.00-12.30	Ouvrir une session pour la présentation de l'IDI.
12.30-14.30	Pause déjeuner
14.30-15.15	Proposition du plan de travail du Groupe de Travail 2011-2013. ☒ M. Mahmoud Assaad, le Président du Secrétariat du Groupe de Travail.
15.15-15.45	La révision le livret du groupe de travail qui sera soumis au vingtième INCOSAI. ☒ M. Mahmoud Assaad, le Président du Secrétariat du Groupe de Travail.
15.45-16.00	Discuter le lieu de la réunion suivante, Juillet 2011 ☒ Le Conseiller Dr Gawdat El-Malt Le Président de l'OCC d'Égypte et le Président du GT-CBAÉ
16.00-16.30	Séance de cloture ☒ Le Conseiller Dr Gawdat El-Malt Le Président de l'OCC d'Égypte et le Président du GT-CBAÉ
16.30	Ajournement
	Samedi 7 Août 2010
	Le départ des delegations

LES PROCÈS-VERBAUX DE LA QUATRIÈME REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL DE L'INTOSAI "LA LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DE L'ARGENT ET LA CORRUPTION À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE"

Quito - Equateur

5-6 Août 2010

La quatrième réunion du Groupe de Travail de l'INTOSAI de LCCBA a eu lieu à Quito, Équateur Août quatre cinq, 2010.

La réunion a été présidée par le Dr Conseiller Gawdat El Malt le président de l'ISC égyptienne (OCC) et le Président du Groupe de Travail.

Ce qui suit est une liste des présidents des ISCs, des délégués et des observateurs:

Premièrement: Les Présidents des ISCs

Numéro	Pays	Titre et Nom	Position
1.	Egypte	Conseiller Dr. Mohamed Gawdat El Malt	Président
2.	Equateur	Dr Carlos Polit	Président
3.	Lesotho	Mme Lucy L. Liphafa	Vérificateur Général
4.	Guatemala	M. Carlos Enrique Mencos Morales	Vérificateur Général

Deuxièmement: Les Délégués:

Numéro	Pays	Titre et Nom
1.	Egypte	M. Mohamed Khalil
2.	Egypte	M. Mahmoud Abde-Latief
3.	Egypte	M. Islam El-Afifi
4.	Equateur	M. Pablo Celi
5.	Equateur	M. Nelson Duenas
6.	Colombie	M. Luis Fernando Ayala
7.	Colombie	Mme. Nidia Giraldo

8.	Allemagne	M.Harald Klein
9.	Allemagne	M. Uwe Schreiner
10.	Indonésie	M. Taufiequrachman Ruki
11.	Indonésie	M. Novy Gregory Antonius Pelenkahu
12.	Indonésie	M. Marcelo Lopez Mestanza
13.	Pérou	M. Juan Carlos Requejo
14.	Pologne	M. Jacek Koscielniak
15.	Pologne	M. Zbyslaw Dobrowlski
16.	Fédération de Russie	M. Petr Primak
17.	Etats-Unis	Mme. Jacquelyn Williams-Bridgers

Les délégués suivants n'ont pas assisté à la réunion:
Fidji, l'Irak, la Malaisie, le Mexique, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Trinidad & Tobago, le Royaume-Uni, le Yémen.

Troisième: Les Observateurs:
Les délégués suivants ont assisté à la réunion en tant qu'observateurs:

Numéro	Pays	Titre et Nom
1.	Chili	Mme. Dorothy Perez Gutierrez
2.	Chine	M. Chen Dashi
3.	Chine	Mme. Yanqi Qi
4.	République Tchèque	M. Petr Neuvirt
5.	République Tchèque	Mme. Sylvia Mullerova
6.	Guatemala	M. Edgar Alberto Samayoa Lara
7.	La Namibie	M. Junias Etuna Kandjeke
8.	La Namibie	Mme. Hilija Ndapanda Amupolo
9.	L'IDI	M. Abdelhakim ben Lazreg
10.	L'IDI	M. Magnus Borge
11.	Paraguay	Mme. Shirley Acuna
12.	Zambie	M. Albert Shikupilwa
13.	Zambie	M. Phiri Fobby

Le Premier Jour: 5 Août 2010

1- Point 1: Allocution de Bienvenue
Au début de la réunion, le Dr Carlos Polit, le Président de l'ISC de l'Équateur, a félicité le Dr Gawdat El-Malt, le Président du Groupe de Travail et le Président de l'Organisme Central des Comptes (l'OCC) d'Égypte, Dr. Diego Garcia, le Mandataire Général de l'Equateur, les présidents des ISC, tous les délégués, les observateurs et les invités.

Par la suite, le Dr Polit a déclaré en bref l'histoire de l'INTOSAI, en soulignant l'importance de l'organisation et sa variation d'activités. Il a également déclaré que l'ISC équatorien, en tant que président de la Commission technique spéciale de l'éthique publique, la probité et transparence de la gestion pour l'OLACEFS essaye de développer une interaction qui canalise le flux d'informations et d'expériences qui pourraient être utiles à leur organisation régionale. Les objectifs du groupe de travail sont plus proches des aspirations de l'OLACEFS. Dans l'Assemblée Générale de l'OLACEFS qui s'est tenue à Juillet 2010 à Antigua-Guatemala, l'ISC de l'Equateur a été élu à l'unanimité pour présider la période 2010-2012 qui approfondit les liens régionaux avec l'INTOSAI. La corruption est transformé en une menace croissante qui est projetée comme un facteur d'instabilité des démocraties et le bien-être en déclin des nations.

En outre, le Dr Polit a prévisualisé les mécanismes du blanchiment de l'argent à transférer de l'argent provenant de sources illégales à des sources légales qui peuvent être utilisés dans les économies nationales. Les ISC ont une occasion exceptionnelle pour lutter contre ce phénomène sous la direction de l'INTOSAI. Après cela, il a prévisualisé les points importants de l'ordre du jour de la reunion et le plan régional de l'OLACEFS pour lutter contre la corruption qui a été approuvé en Juillet 2010, Antigua, Guatemala. Ce groupe régional comprend plusieurs activités telles que: l'éducation et la formation, la coopération avec les organisations internationales, la création de bases de données et d'information réseau dans la région des pays différents, la mise en place de la base de la recherche et du développement. Il a également souligné leur engagement à travailler avec des efforts continus de l'INTOSAI et le Groupe de Travail.

À la fin de son discours, le Dr. Polit a accueilli tous les invités souhaitant tout le succès possible à la réunion.

2- Point 2: Discours du Mandataire Général
Le Dr. Diego Garcia, le Mandataire Général de la République de l'Equateur a fourni un discours de bienvenue dans laquelle il a salué le Dr. Carlos Polit, le Président de l'ISC de l'Equateur, le Dr. Gawdat El-Malt, le Président du Groupe de Travail et le Président de l'Organisme Central des Comptes (l'OCC) d'Égypte, toutes les délégations qu'ils soient des membres ou des observateurs.

Après cela, le Dr. Garcia a prévisualisé des efforts déployés dans la République de l'Equateur pour combattre la corruption en général et le blanchiment de l'argent en particulier, à côté de la prévisualisation des étapes les plus importantes prises par son département pour lutter contre ces questions.

3- Point 3: Allocution d'Ouverture.

Le Conseiller Dr. Gawdat El-Malt, le Président du Groupe de Travail et le Président de l'Organisme Central des Comptes (l'OCC) d'Égypte, a remercié le Dr. Polit pour avoir accueilli la réunion et les dispositions prises pour son succès. Il s'est également félicité des chaires de ISC, chef de délégations, les observateurs et tous les invités. Il a souligné la grande responsabilité attribuée au groupe de travail en raison des événements internationaux concernant les questions de corruption et de blanchiment de l'argent, la formulation d'un nouveau plan de travail 2011-2013 qui se caractérise par l'objectivité et l'applicabilité.

Dr. Gawdat a également souligné la priorité qui apparaît dans la coopération entre notre GT et le Groupe de travail de l'INTOSAI sur la vérification environnementale (GTVE) dans la préparation d'une orientation commune dans le domaine des questions liées à la fraude et la corruption avec des questions de vérification environnementale.

À la fin de son discours, il s'est félicité une fois de plus les observateurs, le Président de l'équatorienne ISC, M. Rafael Delgado, le Président de la République de l'Équateur et le gouvernement et les gens équatoriens.

4- Point 4: Approbation Ordre du jour

Le Conseiller Dr. Gawdat El-malt a demandé aux délégations d'examiner l'ordre du jour et de suggérer des amendements. L'ordre du jour a été approuvé sans changement.

5- Point 5: Le Rapport d'Avancement

M. Mohammed Khalil (le Conseiller du Dr. Gawdat El-Malt) a a passé en revue le rapport d'avancement du Groupe de Travail au cours de l'année dernière. Le rapport a inclues sous-points suivantes:

1- Le Conseiller Dr. Gawdat El-Malt, le président du Groupe de Travail, a soumis le rapport d'avancement du Groupe de Travail pour la période 2008/2009 à la procédure du quarante-deuxième comité directeur de l'ARABOSAI organisé par l'OCC d'Égypte en Décembre 2009.
2- Une délégation du Secrétariat du Groupe de Travail a participé au cinquante-neuvième comité directeur de l'INTOSAI tenu à Cape Town-Afrique du Sud en Novembre 2009 et a présenté le rapport d'avancement du Groupe de travail pour la période 2008/2009.
3- La tenue des réunions avec des représentants de l'IDI en commençant avec M. Magnus Borge en Afrique du Sud et se terminant avec M. Einar Corrissen au Caire en Mars 2010 pour discuter des aspects de coopération entre le Groupe de Travail et l'IDI pour développer un cours de formation spécialisé dans le domaine de la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent.

4- La mise à jour du Site Web du Groupe de Travail en ajoutant ce qui suit:
   A- Les lois et les règlements des 52 pays.
   B- Les données de la 3ème réunion qui est tenue à Jakarta (Juillet 2009).
   C- Quelques nouvelles sur les activités du GT.

5- L'élaboration d'un brouillon d'un nouveau cadre du plan de travail pour la période 2011-2013, selon notre plan 2008-2011 de Groupe de Travail, s'est apprêté à terminer.

6- L'élaboration d'un cadre général pour les projets des lignes directrices du GT-LCCBA qui a été approuvé lors de la 3ème réunion de Jakarta Indonésie, Juillet 2009, pour soutenir le plan de travail du GT à travers le développement des 3 lignes directrices qui sont comme suit:
   A- La prévention et la lutte contre la corruption, y compris la restitution des avoirs volés.
   B- L'amélioration de l'intégrité, de la transparence, de la responsabilisation et de l'administration rationnelle des biens du gouvernement.
   C- Les défis auxquels sont confrontés les ISC lors de la lutte contre le blanchiment de l'argent.

   Il a également mentionné l'enquête qui a été envoyée aux membres du groupe de travail pour connaître leurs opinions et qui énonce les travaux de l'équipe et le calendrier.

7- L'élaboration d'un rapport sur le premier questionnaire du GT.

8- Le suivi des activités des objectifs du plan du Groupe de Travail pour 2008/2009:

   Le premier objectif: «Les lignes directrices des principes sur la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent" qui a été développé par l'ISC de la Fédération de Russie.

   Le deuxième objectif: L'élaboration d'un rapport sur les organisations et entités concernées par la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent, à côté de la détermination des partenaires les plus importants. Cet objectif a été attribué à l'ISC des Etats Unis.

   Le troisième objectif: «Le rapport du premier questionnaire du Groupe de Travail" qui a été élaboré par l'ISC de l'Égypte.

9- Le Groupe de Travail a publié un livre qui est considéré comme le premier produit du groupe de travail. Il est publié en langue anglaise et va être traduit dans les autres quatre langues officielles de l'INTOSAI après avoir été approuvé dans le 20e INCOSAI en Afrique du Sud. Le livre comprend plusieurs documents et 4 annexes.

10- L'augmentation des membres du Groupe de Travail de 14 à 18 membres après l'adhésion de la Malaisie, l'Irak, la Pologne et le Yémen.

6- Point 6: Le premier objectif (Les lignes directrices – La Russie)
M. Petr Primak, de l'ISC de la Fédération de Russie, a prévisualisé des lignes directrices et principes pour les ISC sur la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent qui sont été développés par l'ISC de la Russie, mais il a demandé par le Dr Gawdat Malt, le président du Groupe de Travail, de les résumer au cours de la 3ème réunion de Jakarta, Indonésie, Juillet 2009.

M. Primak a terminé ce résumé, grâce à lui il a été convenu que l'Organisme Central des Comptes (l'OCC) d'Égypte va les traduire en deux langues arabe et française, tandis que l'ISC de l 'Equateur va les traduire vers l'espagnol. Dans le même temps, l'ISC de l'Allemagne va tenir la responsabilité de la traduction en allemand.

Cette ligne directrice est approuvée dans sa forme finale et certains membres formulent des observations sur le papier (annexe 1).

7- Point 7: L'activité du deuxième objectif (la liste des entités et des organisations internationales).
Mme. Jacquelyn Williams-Bridgers, la représentante du Bureau de la Responsabilisation du Gouvernement des Etats Unis, a fait une présentation sur l'activité du deuxième objectif de promouvoir la coopération entre l'INTOSAI et les organisations internationales impliquées dans la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent. Cet objectif a été attribué à l'ISC des Etats-Unis à travers le développement d'une liste des principales organisations internationales travaillant dans le domaine de la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent. En ce qui concerne la détermination des partenaires internationaux clés pour le groupe de travail, Mme Jacquelyn Bridgers a assuré qu'il y a communication en cours avec l'Unité d'intégrité du marché financier de la Banque Mondiale à côté d'essaie de contacter le groupe Egmount.

Elle a également mentionné que de nombreux gouvernements membres du GT ont été soumis à des évaluations de la Banque Mondiale, des initiatives de formation en matière du recouvrement des avoirs voles ou de l'anti-blanchiment de l'argent, comme: Fidji, Lesotho, l'Indonésie, le Mexique, la Colombie et l'Irak. L'unité d'intégrité du marché financier de la Banque Mondiale a suggéré beaucoup de choses, les plus importantes sont:
1- Fournir la liste des contacts des ISC à l'unité d'intégrité du marché financier de la Banque Mondiale pour faciliter le contact.
2- Inviter les principaux partenaires internationaux en tant qu'observateurs aux réunions du Groupe de Travail.
3- Assurer un suivi auprès du Fonds monétaire international (FMI), la Réduction de la pauvreté et gestion économique (PREM) d'autres dans la Banque mondiale pour faire progresser la conversation et l'action.

La représentante du Bureau de la Responsabilisation du Gouvernement des Etats Unis a indiqué que le spécialiste du développement des finances et du secteur privé de la Banque mondiale se félicite de la participation des ISC des sessions de formation sur l'anti-blanchiment de l'argent

Le Chef du Secrétariat du GT a indiqué que le réalisation de cet objectif était en retard. La représentante du Bureau de la Responsabilisation du Gouvernement des Etats-Unis a été demandé pour terminer cet objectif dès que c'est possible afin qu'il puisse être soumis à la vingtième INCOSAI tenue en Afrique du Sud, Novembre 2010. Autrement, cet objectif va être reporté au nouveau groupe de travail.

8- Point 8: Le troisième objectif (Le premier Questionnaire du GT)
Le comptable Mahmoud Assad, le chef de Secrétariat du GT a prévisualisé les résultats de premier questionnaire du GT qui a été développé à la lumière du troisième objectif du plan de travail du WG 2008-2011.

Le questionnaire dans sa forme définitive a été envoyée à toutes les membres de l'INTOSAI (189 ISCs). Les réponses au questionnaire étaient de 54 ISCs avec un pourcentage de 28,6%.

Bien que le pourcentage de participation des ISCs était faible, les réponses qui ont atteint le Secrétariat du GT représentent avec succès la communauté de l'INTOSAI ou plus exactement les 7 groupes de travail de l'INTOSAI, et la plupart des réponses provenaient de ISCs actifs. Donc, le Secrétariat du GT estime qu'il doit être adapté pour analyser et prévisualiser les résultats du questionnaire dans le présent rapport initialement jusqu'aux réponses plus parvenir au Secrétariat du GT, afin qu'il puisse être mis à jour pour refléter des résultats plus fiables.

Le comptable Mahmoud Assad a présenté un spectacle PowerPoint, y compris les pourcentages des questions en fonction au questionnaire 3 subdivisions mentionnant si la réponse était oui, non ou il n'y avait pas de réponse du tout.

De plus, le chef de Secrétariat du GT a prévisualisés les suivants:
1- Un tableau détaillé des réponses des ISCs en fonction de leurs groupes de travail régionaux et le taux de chaque groupe de travail pour toutes les réponses.
2- Les ISCs membres du Groupe de Travail qui ont répondu, ils sont 13 ISCs avec un taux de 72%.
3- Les présidents des Groupes de travail de l'INTOSAI qui ont répondu sont 4 ISCs avec un taux de 57%.
   Les indicateurs les plus importants sont les suivants:
   - Les indicateurs positifs qui ont eu les taux les plus élevés comme:
     - ☒ La disponibilité des pays ayant des lois relatives aux conflits d'intérêts financiers pour les agents publics, avec un taux de 94,4%.
     - ☒ Les pays ayant un Unité / Corps / Organisation de renseignement financier avec un taux de 92,6%.
   - Les indicateurs négatifs qui ont eu les taux les plus faibles comme:
     - ☒ Les ISCs ayant le mandat d'imposer des sanctions par eux-même contre la corruption et les cas de blanchiment de l'argent avec un taux de 11,1%.

- Les ISC disposant à ouvrir leurs cours de formation à des vérificateurs des autres membres de l'INTOSAI avec un taux de 31,4%.

Le rapport à son extrémité a souligné que les ISC peuvent bénéficier des sujets qui obtiennent les taux positifs les plus élevés, en plus de la nécessité de recevoir plus de réponses au questionnaire étant donné que celui augmentera les avantages et partagera plus d'expériences entre les ISC de l'INTOSAI.

Le Deuxième Jour 6 Août 2010

9- Point 9: La séance de clôture.

Le comptable Mahmoud Assad, le chef de Secrétariat du GT a présidé la séance et a discutés des décisions convenues dans le premier jour de la réunion et ils sont comme suit:

1- L'approbation du rapport d'avancement.

2- L'approbation des lignes directrices préparées par l'ISC de la Fédération de Russie, et il a été convenu que l'Organisme Central des Comptes (l'OCC) d'Égypte doit traduire en deux langues arabe et française, tandis que l'ISC de l 'Equateur doit traduire vers l'espagnol. Dans le même temps, l'ISC de l'Allemagne tient la responsabilité de traduire en allemand.

3- L'approbation du rapport du premier questionnaire du GT et il a été convenu que le questionnaire doit être renvoyé à des pays qui n'ont pas répondu. En cas de réponse, les réponses doivent être inclus dans le rapport final.

4- La poursuite de travailler sur la Liste des principales organisations internationales travaillant dans le domaine de la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent et des principaux partenaires internationaux alors que la présentation ne comportait pas de données détaillées qui peuvent aider à atteindre des résultats positifs, également la présentation ne comportait pas de calendrier pour les [illegible] représentant du Bureau de la Responsabilisation du Gouvernement des États-Unis une grâce jusqu'à la fin de Septembre 2010 pour terminer les questions liées à cet objectif en particulier les données détaillées.

10- Point 10: Le cadre proposé

Le comptable Mahmoud Assad, le chef de Secrétariat du GT a présidé la séance et a discuté du cadre proposé pour les projets de lignes directrices pour les trois thèmes approuvés par les ISC membres du groupe de travail dans la 3ème réunion tenue à Jakarta en Indonésie, et ils sont comme suit:

1- La prévention et la lutte contre la corruption, y compris la restitution des avoirs volés.

2- L'amélioration de l'intégrité, de la transparence, de la responsabilisation et de l'administration rationnelle des biens du gouvernement.

3- Les défis qui font face aux ISC lors de la lutte contre le blanchiment de l'argent.

Le Secrétariat Général du groupe de travail a préparé un sondage sur les 3 thèmes et il a été envoyé aux membres du GT pour commentaires et remarques. Les résultats les plus importants de l'enquête étaient les suivants:

1- Les ISCs membres du groupe de travail de la Pologne, l'Allemagne, le Pérou, l'Irak, l'Indonésie, la Malaisie, la Colombie et l'Egypte ont accepté de participer à la LJNJŞLJl·NJl·ú ǎ 2 y˝ Ŝ e ú des projets Y ǎ ă Ŝ directrices dždzØ

2- { Ŝ f 2 y˝ f Ŝ dzNJ LJNJ ǎ 2 NJ ǎ ú Ş Ř Ŝ Y˝ ǎ ă Ŝ Ŝ y˝ dždzØ NJ Ŝ Σ f Ŝ ă
I. L'amélioration de l'intégrité, de la transparence, de la responsabilisation et de l'administration rationnelle des biens du gouvernement.
II. La prévention et la lutte contre la corruption, y compris la restitution des avoirs volés
III. Les défis qui font face aux ISCs lors de la lutte contre le blanchiment de l'argent.

3- [Ŝ NJ Ŝ LJ 2 NJ ú Ř Ŝ f l· Y˝ ǎ ă Ŝ Ŝ y˝ jusqu'à ce que nous avons ú NJ 2 ǎ ă ǎ ŝ complètement terminé la première et la deuxième lignes directrices, ou son commencement, en cas d'existence de bénévoles.

4- Les équipes des travaux proposées Ř Ŝ Y˝ ǎ ă Ŝ Ŝ y˝ dždzØ N lignes LJ 2 dzNJ f Ŝ directrices sont les suivantes:
I. La première ligne directrice: L'amélioration de l'intégrité, de la transparence, de la responsabilisation et de l'administration rationnelle des biens du gouvernement.
La Pologne ç le Pérou ç la Colombie ç l'Egypte.
II. La deuxième ligne directrice: La prévention et la lutte contre la corruption, y compris la restitution des avoirs volés
L'Allemagne ç l'Indonésie ç la Malaisie - l'Irak.

Le comptable Mahmoud Assad également prévisualisé le calendrier proposé de Y Ŝ ú ú NJ Ŝ Ŝ y˝ dždzØ N lignes directrices LJNJ 2 Ŝ ú ă Ř Ŝ soumettre des lignes directrices dans leur forme définitive à la septième réunion du Groupe de Travail et à être présentées pour approbation au 21ème INCOSAI 2013.
La présentation comprenait également les étapes détaillées pour l'élaboration de ces lignes directrices et des rôles et responsabilités des équipes des travaux et du Secrétariat du GT.

11- Point 11: Les Rencontres avec l'IDI
Le comptable Mahmoud Assad le chef de Secrétariat du GT a prévisualisé les efforts déployés en coopération avec l'IDI, commençant par la réunion qui s'est tenue en marge du Comité Directeur de l'INTOSAI 59e tenue en Novembre 2009 à Cape Town l'Afrique du Sud avec des représentants de l'IDI. Suite de la réunion tenue dans le siège de l'OCC, le lundi 29 Mars 2010 entre le Secrétariat du GT de LCCBAE et le représentant de l'IDI qui a affirmé qu'il n'y a pas de matériel pour un programme de formation dans ce domaine, et que nous devrions nous concentrer sur le thème de la lutte contre la corruption qui est l'un des principaux thèmes du plan stratégique de l'INTOSAI 2011-2016.

12- Point 12: La Présentation des représentants de l'IDI.

Après la présentation du Chef du Secrétariat Général, le directeur général, Mr. Magnus Borge, le Directeur Général de l'IDI et M. Abdelhakim Ben Lazreg, le Directeur du Programme de l'IDI ont prévisualisé d'une présentation qui comprenait les points suivants:

1- Le plan stratégique 2007-2012 de l'IDI.
2- Le modèle de l'IDI de renforcement des capacités.
3- Un exemple de programmes de l'IDI.
4- Les programmes de l'IDI en 2010.
5- Les produits de l'IDI.

M. Abdelhakim Ben Lazreg, le Directeur du Programme de l'IDI a donné un exemple de réussite des programmes de coopération de l'IDI, qui est le programme transrégional sur la vérification de la gestion publique 2008-2011. Il a confirmé que [illegible] particulier en Afrique). Ensuite, il a déclaré le rôle des partenaires de coopération, les objectifs du programme, les ISC participantes, la conception du programme, en plus des extrants et des résultats du programme.

M. Magnus Borge, le directeur général de l'IDI a prévisualisé une présentation sur l'INTOSAI et de la communauté des donateurs, les points les plus importants mentionnés étaient les suivants:

1. Les principes de la coopération entre l'IDI et la communauté des donateurs.
2. Comment les donateurs fournissent de fonds et du soutien financier et technique pour les ISC
3. Les entités donatrices principales.
4. L'INTOSAI, Le Comité de Pilotage sur la coopération des donateurs qui comprend tous les signataires des donateurs et neuf ISC nommés par l'INTOSAI
5. Le rôle et les responsabilités du Comité de Pilotage
6. Termes de référence provisoires pour le Secrétariat du Comité de Pilotage.

M. Magnus Borge a déclaré que les principes et lignes directrices élaborés par l'ISC de la Fédération de Russie constituent un excellent référentiel pour les travaux futurs du groupe de travail, mais ils sont trop larges et non opérationnel de nature à constituer une base suffisante pour la coopération au renforcement des capacités. Il a également mentionné que le cadre proposé par le GT pour les projets de lignes directrices constitue un sujet très pertinent pour une coopération future de renforcement des capacités. L'IDI veut mener un programme pilote collaboratif de renforcement des capacités dans l'une des régions de l'INTOSAI par exemple l'ARABOSAI. Cela impliquera une coopération à trois sera (l'IDI, le groupe de travail et la région en question (l'ARABOSAI)).

Il propose également d'inviter l'IDI en tant qu'observateur au sein du GT des réunions annuelles à venir, qui permettront à l'IDI d'être mis à jour sur la préparation des lignes directrices et les nombreux experts professionnels dans le groupe de travail. Cela donnera également le groupe de travail la possibilité d'être mis à jour par les nouveaux développements de l'IDI.

13- Point 13 Un brouillon du Nouveau Plan de Travail
Le comptable Mahmoud Assad le chef de Secrétariat du GT a prévisualisé un brouillon du nouveau plan de travail 2011-2013 qui vise à soutenir les efforts des institutions supérieures de contrôle dans le domaine de la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent, l'élargissement des concepts disponibles et les meilleures pratiques à travers l'élaboration de lignes directrices, la présentation des programmes de formation , les compétences des autres pays, des études de cas liées à leurs efforts déployés en vue de prévenir, détecter et lutter contre la corruption et le blanchiment de l'argent.

Il a également prévisualisé des objectifs du nouveau plan de travail et ils sont comme suit:

La Mission:
Soutenir les efforts des institutions supérieures de contrôle dans le domaine de la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent, en élargissant les concepts et les meilleures pratiques à travers l'élaboration de lignes directrices, présenter des programmes de formation, l'expertise d'autres pays, les études de cas liées à leurs efforts déployés en vue de prévenir, détecter et lutter contre la corruption et le blanchiment de l'argent.

L'objectif 1: La coopération entre les ISC dans l'élaboration des lignes directrices qui appuient leurs efforts dans la détection et la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent.
1. La prévention et la lutte contre la corruption, y compris l'initiative de recouvrement d'avoirs volés.
2. L'amélioration de l'intégrité, de la transparence, de la responsabilisation et de l'administration rationnelle des propriétés publiques.
3. Les défis qui font face aux ISCs lorsque la lutte contre le blanchiment de l'argent

Le groupe Secrétariat Général de du GT a préparé un sondage et il a été envoyé aux membres du GT, les résultats les plus importants de l'enquête ont été former 2 équipes de travail pour développer la première ligne directrice principale, y compris la Pologne - le Pérou ; la Colombie ; l'Egypte, tandis que la deuxième ligne directrice doit être élaboré par les ISCs de l'Allemagne ; l'Indonésie ; la Malaisie ; l'Irak.
L'objectif 2: La Conception et le développement de programmes de formation et des ateliers sur:
1 - La lutte contre la corruption: L'étude des programmes de formation disponibles dans toute autre groupe de travail régional lié à la lutte contre la corruption, la conception et le développement des cours de formation sur la lutte contre la corruption en coopération avec l'Initiative du Development de l'INTOSAI (IDI) en fonction des lignes directrices émises par le groupe de travail.

2- La lutte contre le blanchiment de l'argent: Il est suggéré de lancer un programme pilote de formation dans l'un des groupes de travail régionaux de l'INTOSAI, après avoir été révisé et supervisé par l'IDI. Après avoir été modifiée en cas de nécessité, le parcours doit être appliquée sur d'autres groupes de travail régionaux en utilisant aussi des matériaux disponibles dans d'autres organisations, les entités oeuvrant dans le domaine de la lutte contre le blanchiment de l'argent à côté des accords et des produits.

L'objectif 3: La coopération avec le Groupe de travail de l'INTOSAI pour l'audit environnemental.
Cette coopération doit être faite par: l'élaboration d'une ligne-directrice sur les «Questions de la corruption et la fraude dans le domaine de la vérification environnementale» à intégrer les concepts de l'audit environnemental et l'audit de la fraude et de la corruption, pour activer le rôle des ISC dans la protection de l'environnement afin de suivre le rythme des efforts de la lutte contre la corruption.

L'objectif 4:
Développer une base de données pour les meilleures pratiques et l'expertise des ISCs dans le domaine de la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent en choisissant un membre ISC du groupe de travail de tenir la responsabilité de diriger ce projet.
Certains délégués ont fait quelques observations sur le plan de travail. Ces commentaires sont mentionnés à côté du Secrétariat de GT dans l'annexe (2).

14- Point 14: La Discussion sur le lieu de la 5ème réunion GT-LCCBA
Le président du Groupe de travail a discuté la question de la tenue de la 5e réunion.
Il a été décidé de tenir la 5e réunion du Groupe de travail en 2011. Quant à l'hôte reunion, la question devait être réglée au cours des 3 mois suivants. Une présentation a été faite sur les lieux des réunions précédentes que ce soit pour la Task Force ou le groupe de travail.

15- Point 15: le premier livre / produit du GT.
Le comptable Mahmoud Assad le chef du Secrétariat du groupe de travail a prévisualisé le premier produit / livre du groupe de travail, intitulé d'après le nom du GT. Il a également mentionné que ce livre doit être soumis à l'INCOSAI 20 au lieu en Afrique du Sud 2010 en langue anglaise. En cas d'approbation, le groupe de travail doit commencer à traduire ce livre aux quatre autres langues officielles de l'INTOSAI. L'OCC va le traduire en langue arabe et la question doit être tranchée en son temps.

Le chef du Secrétariat du groupe de travail a rapidement prévisualisé le livre qui comprend:
1- Une Introduction à l'histoire de l'INTOSAI
2- Un arrière-plan sur l'histoire de la task force et comment il a été transféré dans un groupe de travail.
3- Le plan de travail actuelle 2008-2011 du GT.
4- Les réunions précédentes du GT.

5- Les lignes directrices élaborées par l'ISC de la Fédération Russe
6- Le rapport du premier questionnaire du GT.
7- Le rapport d'avancement présenté au comité directeur de l'INTOSAI 59ème, l'Afrique du Sud, en Novembre 2009.
8- Le brouillon du nouveau plan de travail 2011-2013.

A la fin du livre, il y a quatre annexes:

- La première annexe concerne les documents de la 3ème réunion qui s'est tenue à Jakarta en Indonésie Juillet, 2009.

- La deuxième annexe concerne les documents de la 4ème réunion qui s'est tenue à Quito - Equateur Août, 2010.

- La troisième annexe est un glossaire des termes en anglais et en arabe qui se rapportent à la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent.

- La quatrième annexe est une liste des abréviations courantes principalement utilisées dans le domaine de la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent.

L'ISC de la Pologne a demandé d'ajouter son mot qui a été livré au cours de la troisième réunion à Jakarta - Indonésie 2009. Mme. Jacquelyn Williams-Bridgers, la représentante des Etats-Unis a également demandé de modifier quelques mots dans la partie la concernant.

Les deux demandes ont été faites.

16- Point 16: demandes de nouveaux membres
Le Conseiller Dr E. Malt a annoncé que l'ISC de la Namibie a présenté une demande officielle pour rejoindre le groupe de travail. Cette demande a été remise au chef du Secrétariat Général. Le président du groupe de travail a affirmé, que le cas échéant, l'ISC qui souhaite adhérer au GT, devrait présenter une demande au nom du Président du GT ou de l'envoyer sur l'email du GT: **wgfacml@cao.gov.eg**. En fait, les deux ISC de la Chine, de Chili et du Tchèque ont envoyé des courriels pour joindre le groupe de travail.

17- Point 17: Discours des Observateurs
Les représentants de l'ISC de la Chine, qui a assisté à la réunion en tant qu'observateur, a demandé pour délivrer un discours. Le président du groupe de travail a convenu et a demandé d'autres observateurs à livrer leurs discours s'ils le souhaitent.

Le discours de l'ISC de la Chine:
Le représentant de l'ISC de la Chine a parlé de la vérification de responsabilisation économique qui est un nouveau type de contrôle effectué par les institutions d'audit de la Chine et la façon dont ce type de vérification est très différent de l'audit financier et l'audit de performance.

La vérification de la responsabilisation économique se réfère à l'évaluation de la façon dont les dirigeants des entités auditées remplissent leur responsabilisation économique en ce qui concerne les dépenses et les recettes financières et les activités économiques pertinentes.

Il a souligné que ce type de vérification émerge avec la politique de réforme de la Chine. En mai 1999, l'Administration centrale de la partie a publié deux séries de règlements provisoires. En 2006, la Loi sur l'audit de la Chine a été modifié en clarifiant les entités auditées et la portée de la vérification de responsabilisation économique. Statistiquement, 393,6 mille dirigeants à différents niveaux ont été vérifiés au cours de la période allant de 1998 à 2009.

La vérification de la responsabilisation économique se concentre sur les dirigeants du parti, l'administration et les entreprises aussi bien, il comprend trois types de personnages:

1- Les chefs ou les chefs-adjoints des commissions du parti, des gouvernements et des institutions judiciaires.
2- les chefs ou chefs-adjoints qui président à plus d'un an sur les agences de parti et de l'administration au niveau central et local.
3- Les personnages morales des entreprises appartenant à l'État.

Le représentant a également mentionné les mandats, les autorités, en plus de l'organisation et la gestion de la vérification de la responsabilisation économique
En ce qui concerne les résultats de ce type de la vérification, il est clair quant à la prévention et la répression de la corruption, la facilitation de la gouvernance verticale, de 1998 à 2009 que le fonds illégal des dirigeants révélés par les comptes économiques de l'agriculture (CEA) ont atteint 2,032 milliards de yuan chinois, 5003 individus ont été transférées à la procédure disciplinaire et des institutions de la surveillance ont couvert 1,8% du nombre total des dirigeants vérifiés. Ce type de la verification souligne la divulgation de l'abus de pouvoir pour des intérêts privés, les détournements et la corruption sur les actifs de l'État. Ce type de vérification vise aussi à construire un système d'informations anti-blanchiment, un système de declaration de bonne qualité, et l'amélioration de l'efficacité de l'enquête. Par consequent, nous pouvons dire que les comptes économiques de l'agriculture (CEA) vise à addresser les suivantes:
1- La prévention et la répression de la corruption, la facilitation de la gouvernance verticale.
2- Le maintien de l'ordre économique, la promotion du développement social et économique rapide et de qualité
3- La facilitation de la supervision de la gestion des cadres et la promotion, l'amélioration du mécanisme de contrôle de la gestion des cadres.

Le Discours de l'ISC du Chili:
Au début, la déléguée du Contrôleur Général du Chili a remercié le pays hôte pour l'accueil merveilleux. Elle a, de même, remercié le Président du Groupe de travail de lui permettre à exprimer ses mots brefs.

Elle a commencé par soulignant que ses commentaires ne seront pas efficaces parce que son pays assiste en tant qu'observateur. Par conséquent, elle élèvera au Contrôleur Général du Chili, la suggestion de participer à ce groupe de travail en tant que membre. Elle a souligné que l'objectif du groupe de travail est grand étant donné que la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent est une nécessité mondiale. En ce qui concerne l'analyse des lignes-directrices et des objectifs du groupe de travail, il serait raisonnable d'explorer d'autres idées concrètes, des exemples plus spécifiques qui peuvent servir de tous les pays dans la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent.

Elle a également suggéré de mettre, sans préjudice des difficultés juridiques dans chaque pays, une liste des entreprises qui peuvent avoir été finalement sanctionnées, alors que d'autres pays pourraient apprendre et prendre des informations concrètes et efficaces quelconque de ces entreprises ont été sanctionnés pour la corruption ou le blanchiment de l'argent, ainsi il est devenu une alerte pour d'autres pays.

Une autre idée est de générer une liste des domaines dans lesquels la corruption a généré plus dans divers pays, de sorte que les pays membres ou le reste de la communauté internationale pourrait les prendre comme une lumière d'avertissement.

Une autre idée est d'établir des indicateurs concrets risque pour concentrer nos efforts à lutter contre ces situations qui sont plus risqués.

En ce qui concerne les études de cas, il est une tâche fondamentale. Il est, donc, nécessaire de publier des études de cas nombreux et les rendre disponibles à la communauté internationale dès que possible.

À la fin de son discours, elle a déclaré que la publication des rapports de la vérification sur le Site Web de l'ISC du Chili a fait un grand impact sur les citoyens chiliens qui ont la possibilité d'accéder à cette information, ainsi ils se sentent l'obligation de coopérer.

Le Discours de l'ISC du Guatemala:
Le président de l'ISC du Guatemala a indiqué que durant la dernière semaine il a assisté à un tribunal qui enquêtait sur un sujet lié au blanchiment d'actifs. De ce cas, il a identifié un écart entre l'unité de blanchiment d'actifs et le Bureau du Contrôleur Général. Nous avons découvert que le Bureau du Contrôleur Général a dû prendre un pas en avant à partir de seulement une simple vérification des rapports, à la gestion publique lié à des projets.

Le Bureau du Contrôleur Général devrait faire plus de recherche pour trouver les relations entre ceux qui font partie de l'entité publique et ceux qui offrent leurs services ou la construction de travaux publics et bien sûr des liens avec les partis politiques. C'est important parce que la plupart des cas de corruption sont liés à des

politiciens. Ainsi nous devrions explorer de plus et analyser en profondeur cette question; qui finance les partis politiques et ceux qui font partie du gouvernement.

Le Discours de l'ISC de la République Tchèque:

M. Petr Neuvirt a mentionné que leur bureau participe dans de nombreuses activités sur la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent à l'heure actuelle. La corruption n'est pas seulement un problème interne, car il a un impact international. Les entreprises multinationales aimeraient avoir un contrôle international dans de nombreux marchés et que les actions sont très souvent liés à la corruption. Ce groupe de travail contribue de manière significative à la détection et la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent.

Le Discours de l'ISC de la Namibie:

Le représentant de l'ISC de la Namibie a remercié les ISC de l'Equateur et de l'Egypte pour le rendre possible de participer à ce groupe de travail. Il a également mentionné que la Namibie a déjà présenté une demande pour devenir membre de ce groupe de travail. La Namibie pense qu'ils peuvent bénéficier d'une grande partie des discussions du groupe de travail et partager de nombreux sujets, quand elle devient parmi les membres de ce groupe de travail. En fait, la Namibie a déjà signé la Convention des Nations Unies contre la Corruption et la Convention de l'Union Africaine sur la Corruption. L'ISC de la Namibie a joint des projets anti-corruption avec la Commission Anti-corruption dans leur pays.

Le Discours de l'ISC du Paraguay:

La représentante de l'ISC du Paraguay a indiqué qu'elle est spécialiste judiciaire du Bureau de la Vérification du Paraguay. L'Unité judiciaire au Paraguay a pour mission de lutter contre la corruption et le crime organisé. Leur travail est d'établir et d'enquêter sur les crimes qui ont eu lieu aux biens publics par des tactiques qui incluent l'intervention à des entités publiques afin qu'elles puissent recueillir une liste des activités du crime. Ils ont un format qui contient les aspects de ce crime et qui précise le montant des dommages.

18- Point 18: L'Allocution de Clôture.

À l'allocution de clôture, le Dr Gawdat El-Malt, le Président, a exprimé sa gratitude et ses remerciements à toutes les délégations qui ont participé, pour leurs efforts considérables, des discussions et des participations qui ont enrichi le travail de notre groupe de travail.

Il a également affirmé que le procès-verbal de la réunion leur sera bientôt envoyer à être approuvé. Il peut donc être prêt à être inclus dans le rapport d'avancement qui doit être soumis à la 20e INCOSAI du Novembre 2010 en Afrique du Sud.

À la fin de son allocution, il a exprimé ses remerciements à l'ISC de l'Equateur pour avoir accueilli la réunion qui était bien organisé et pour leur généreuse hospitalité.

19- Point 19: Les résolutions de la Réunion

Après des discussions, tous les délégués ont convenu les résolutions suivantes:

1- L'approbation du rapport d'avancement du GT.
2- L'approbation des lignes-directrices préparées par l'ISC de la Fédération de Russie et il a été convenu que l'Organisme Central des Comptes (l'OCC) d'Égypte les traduire en langues arabe et française, tandis que l'ISC de l 'Equateur se traduire vers l'espagnol. Dans le même temps, l'ISC de l'Allemagne tient la responsabilité de traduire en allemand.
3- L'approbation du rapport du premier questionnaire du GT et il a été convenu que le questionnaire doit être renvoyé vers les pays qui n'ont pas répondu. En cas de réponse, les réponses doivent être inclus dans le rapport final.
4- Le représentant du Bureau de la Responsabilisation du Gouvernement des-Etats Unis a été invité à soumettre un rapport d'avancement sur ce qui a été réalisé pour accomplir les questions relatives au 2ème objectif du plan de travail, sinon cet objectif doit être reportée au nouveau groupe de travail.
5- L' étude des commentaires concernant le nouveau plan de travail et l'applicatio de ce qui est déjà applicable.
6- La determination du lieu de la prochaine réunion au cours des 3 prochains mois car il n'y avait pas de volontaires.
7- L'approbation des demandes des ISC de la Namibie, du Chili, de la Chine et du Tchèque à se joindre à notre groupe de travail.

Le président du Groupe de travail a déclaré la clôture de la réunion.

Des Lignes-Directrices et des Principes pour les ISCs de l'INTOSAI sur la Lutte Contre la Corruption et le Blanchiment de l'Argent à l'Échelle Internationale

Des Lignes-Directrices et des Principes pour les Institutions Supérieures de Contrôle des Etats Membres de l'INTOSAI sur la Lutte contre la Corruption et le Blanchiment de l'Argent à l'Échelle Internationale

Le Groupe de Travail de l'INTOSAI sur la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent pense que l'activité des institutions supérieures de contrôle des Etats membres de l'INTOSAI consacrée à la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent devrait être fondée sur les principes suivants: la légalité, l'indépendance, l'objectivité et l'impartialité, la consistance, la preventabilité, la transparence, la responsabilité, le professionnalisme et le respect des éthiques professionnelles.

Sur la base de ces principles, le Groupe de travail recommande à l'ISC de concentrer ses efforts sur les domaines suivants de la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent à l'échelle internationale:

- Une approche proactive dans le développement de la politique de l'Etat à la lutte contre le blanchiment d'argent et la corruption;
- L'assurance de la transparence et de la publicité sur toutes les étapes de la surveillance, comme une partie indispensable du processus de la divulgation et de la prévention du blanchiment de l'argent et de la corruption à l'échelle internationale;
- L'organisation et la réalisation des activités visant essentiellement à la prévention de la corruption et du blanchiment de l'argent plutôt que du contrôle des dommages. Il prévoit la participation dans la réalisation de réformes administratives et économiques visant à éliminer les causes de l'environnement pour la prolifération de la corruption et du blanchiment de l'argent;
- L'assurance du concours et de la consistance des mesures prises par les organismes de l'État associés à la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent;
- La participation à l'élaboration et à la réalisation des recommandations pour améliorer la législation et l'efficacité de la gestion des ressources de l'État;
- La fourniture obligatoire de l'expertise anti-corruption des actes réglementaires existantes et des brouillons qui gouvernent le processus budgétaire, ainsi que les transactions de fonds de l'Etat, y compris les opérations portant sur des biens et des ressources naturelles;

- L'augmentation de l'efficacité de la vérification en améliorant les méthodes et la méthodologie de la détection des risques de corruption au cours des revues de la vérification;
- L'assurance de la domination de l'ISC dans le dessin d'un contrôle financier externe et interne intégré, l'adoption des normes internationales, leur unification et harmonisation avec les lois et règlements nationaux comme un des facteurs fondamentaux qui influent sur la qualité de la vérification et le contrôle de la corruption;
- L'intensification de contrôle sur l'utilisation des ressources de l'État par des organismes gouvernementaux locaux, en particulier des transferts de fonds inter-budgétaires, allouées par le budget de l'Etat pour accomplir des tâches et des fonctions nationales dans les régions;
- L'organisation de la formation d'experts dans le domaine de la vérification financière de l'Etat, l'enseignement des méthodes et la méthodologie de détection des risques de la corruption sur la base de leur expérience et les expériences des ISC's des autres pays;
- Le développement et la réalisation des programmes conjoints dans le cadre de l'INTOSAI pour l'enseignement et le perfectionnement du personnel dans le domaine de la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent;
- L'organisation et la participation à des projets de recherche sur la corruption et le blanchiment de l'argent;
- L'intensification et l'élargissement de la coopération internationale et la coordination dans les domaines de la détection, la répression et la prévention de la corruption et le blanchiment de l'argent;
- Le développement et l'implémentation des mesures introduisant la pratique des comptes bancaires transparentes des hauts fonctionnaires en ce qui concerne les flux de trésorerie et les opérations immobilières
- L'organisation de l'interaction avec les organes répressifs dans le domaine du dessin d'un ensemble de mesures visant établir un cadre juridique dans la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent;
- La coordination du travail de l'ISC avec les services répressifs dans le domaine de l'amélioration des zones qui sont abondantes à la corruption dans la gestion des finances de l'Etat ainsi que les causes et les conditions préalables qui facilitent leur émergence;
- L'assistance des services répressives en application effective des mesures de réaction à l'égard de certains fonctionnaires qui violent les lois et les règlements anti-corruption. L'amélioration conjointement avec les organes répressifs en ce qui concerne le mécanisme d'interaction dans ce domaine;
- Une approche proactive à la coopération sur la base de respecter ferme des principes de l'indépendance, l'impartialité et la publicité pour améliorer l'honnêteté, la morale et l'éthique du secteur public, développer des institutions de la société civile, l'augmentation des préoccupations du public dans le travail des élus ainsi que pour améliorer l'efficacité et la validité de dépense l'argent des impôts;
- Une approche proactive pour façonner une opinion publique négative durable sur la corruption ainsi que la culture et la psychologie du ressentiment contre la corruption;

- L'initiation de l'implémentation des technologies de l'information de pointe sur la part des autorités de l'état pour assurer un contrôle sur le travail des structures de l'administration dans l'amélioration de sa transparence;
- L'assistance à la sensibilisation du public sur les droits pour les services de l'Etat et les mécanismes réels de participation de la population dans le suivi de l'efficacité des activités des organismes gouvernementaux ».

Le Groupe de Travail s'attend à ce que l'implémentation de ces lignes directrices contribuera à accroître l'efficacité des activités de SC des Etats membres dans la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent, la promotion de leur coopération et l'élargissement de l'interaction et la coordination mondiale dans ce domaine.

Le Rapport sur le Deuxième Objectif du Plan de Travail Actuel du Groupe de Travail

Le Rapport sur le Deuxième Objectif du Groupe de Travail de l'INTOSAI sur la Lutte contre la Corruption et le Blanchiment de l'Argent

Le Groupe de Travail de l'INTOSAI sur la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent (dénommé ci-après comme GTLCCBAÉ) a été créé avec une mission de promouvoir le rôle proactif et la coopération internationale entre l'INTOSAI et leurs membres à l'appui de l'objectif 3 du plan stratégique de l'INTOSAI, le partage des connaissances. La mission de GTLCCBAÉ est de promouvoir une telle coopération pour lutter contre la corruption et le blanchiment de l'argent compatible avec les compétences et les autorités des Institutions Supérieures de Contrôle (ISC) et les exigences d'indépendance de l'INTOSAI.

Au cours de la 3ème réunion du GTLCCBAÉ tenue à Jakarta, en Indonésie, en Juillet 2009, un cadre général pour GTLCCBAÉ a été approuvé comme suit:

1. La prévention et la lutte contre la corruption, y compris la restitution des avoirs volés.

2. La promotion de l'intégrité, la transparence, la responsabilisation et la bonne gestion de la propriété gouvernementale

3. Les contestes que les ISCs sont confrontées à des lutte contre le blanchiment de l'argent.

Les Objectifs et les Tâches du GTLCCBAÉ 2008-2011

Le GTLCCBAÉ a adopté quatre objectifs dans son plan de travail 2008-2011. Ils comprennent les suivants

Le premier objectif: De promouvoir la coopération et le soutien entre l'INTOSAI et les ISCs dans la prévention et la détection de la corruption et le blanchiment de l'argent, de faciliter l'échange d'informations, et d'élaborer des typologies de la corruption afin de les inclure dans les lignes-directrices pour les projets du GTLCCBAÉ.

Le deuxième objectif: De promouvoir la coopération entre l'INTOSAI et les organisations internationales impliquées dans la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent.

Le troisième objectif: D'identifier les réglementations, les politiques, les stratégies et les programmes des pays pour l'utilisation par les ISC dans la détection et la prévention de la corruption et le blanchiment de l'argent.

Le quatrième objectif: D'identifier les programmes de formation pertinents anti-corruption et anti-blanchiment de l'argent et de travailler avec l'IDI lors de la formation spécialisée est nécessaire.

En accord avec le deuxième objectif et conformé avec le plan de travail du GTLCCBAÉ, le GTLCCBAÉ convenu d'entreprendre des tâches spécifiques à inclure:

2.1 Identifier et publier sur le site web du GTLCCBAÉ une liste d'organisations internationales engagées dans la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent.

2.2 Identifier les principaux partenaires internationaux pour le Groupe de Travail

2.3 Développer les canaux de la communication et de la coopération avec les partenaires internationaux clés

2.4 Inviter les principaux partenaires internationaux en tant qu'observateurs aux réunions du Groupe de Travail.

Résumé des Progrès
Le progrès réalisé sur l'ensemble des tâches ci-dessus nommés a été signalé à la quatrième réunion du GTLCCBAÉ tenue en Août 2010, à Quito, Équateur.

Tâche 2.1: Le GTLCCBAÉ a identifié et publier sur le site web de l'INTOSAI des diverses organisations multilatérales, des institutions financières internationales, et des entités de ressources multinationales qui sont engagées dans la lutte contre la corruption et contre le blanchiment de l'argent. Les organisations énumérées comprennent les organismes de normalisation qui favorisent le développement professionnel des responsables gouvernementaux et de leur personnel et le renforcement des capacités et des efforts déployés par leurs organisations pour prévenir, détecter et combattre la corruption et le blanchiment de l'argent.

Le site web identifie les entités sélectionnées d'enquête, y compris celles qui luttent contre la corruption dans les affaires internationales et le gouvernement. Sont également repertories les organisations sans but lucratif qui sont exclusivement consacrées à la protection de la propriété intellectuelle et la dissuasion de la contrefaçon par la promotion de lois, des règlements et des lignes directrices visant à rendre le vol de la propriété intellectuelle indésirables et non rentables.

La liste a également identifié les organisations dont la mission est le renforcement des capacités et la facilitation de l'échange d'informations en temps opportun et utile au niveau municipal, régional et national par les gouvernements dans diverses

régions du monde. Parmi les organisations de partage d'information énumérés sont ceux qui fournissent formation anti-fraude.

Le GTLCCBA s'est engagé à mettre à jour la liste périodiquement afin de refléter les entrées de ses membres ainsi que des organisations internationales et des ressources partagées par d'autres membres de l'INTOSAI.

Tâche 2.2 Le GTLCCBA a identifié un partenaire international essentiel engagé dans la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent qui a son intérêt à collaborer avec l'INTOSAI, à savoir l'Unité d'intégrité du marché financier de la Banque Mondiale. La mission de l'Unité d'intégrité du marché financier est de soutenir les pays clients dans le renforcement de l'intégrité de leurs secteurs financiers à travers l'assistance technique, les évaluations et l'élaboration des politiques. L'Unité d'intégrité du marché financier fournit une assistance technique dans la lutte contre le blanchiment de l'argent et contre le financement du terrorisme (CBA / CFT) dans le but de renforcer les capacités pour les pays clients et se félicite de l'INTOSAI en tant que partenaire et participant dans les futurs efforts de renforcement des capacités.

L'Unité d'intégrité du marché financier fournit des divers types d'assistance technique, y compris les suivants :

- La création des lois ou des règlements spécifiques à chaque pays en matière de CBA / CFT, la fourniture des recommandations sur les lois et / ou les règlements existants d'un pays client et le déroulement des ateliers de la rédaction législative et / ou réglementaire.

- Le développement de la capacité de renseignement financier au sein de l'Unité d'intégrité du marché financier d'un pays client et les services répressifs en fournissant des recommandations sur les meilleures pratiques internationales sur le dessin de leur collecte et des stratégies d'analyse avec l'objectif d'identifier les cas éventuels de blanchiment de l'argent, et la conduite des ateliers avec divers intervenants sur les techniques d'analyse et d'identification des typologies de cas.

- L'amélioration de la capacité des organismes répressifs, judiciaire et l'agence des poursuites pour enquêter et poursuivre le blanchiment de largent grâce à des outils d'enquête, y compris la confiscation, le congélation et la saisie.

L'Unité d'intégrité du marché financier travaille également avec les pays clients pour évaluer l'efficacité des efforts d'un pays dans la lutte contre le blanchiment de l'argent et contre le terrorisme. Le Groupe procède à des évaluations dans le but de fournir des outils de diagnostic, d'identifier des failles ou des lacunes dans les cadres financiers et institutionnels, et de formuler des recommandations pour améliorer les cadres juridiques, financiers et réglementaires d'un pays.

Compte tenu de ses objectifs communs de la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent, l'Unité d'intégrité du marché financier a accepté qu'il y a un intérêt mutuel et des avantages à collaborer avec l'INTOSAI dans ses objectifs définis par le GTLCCBAÉ. L'Unité d'intégrité du marché financier a noté que les travaux de certaines ISC dans le passé ont créé la base pour les cas de blanchiment dans certains pays. Ces cas ont été poursuivis en collaboration avec les unités de l'Intelligence financier (UIFs) au niveau national des gouvernements. Il a également été reconnu, cependant, qu'il doit y avoir une navigation attentive des cadres juridiques des ISC respectives et services répressifs pour le partage de l'information et de la collaboration dans la poursuite des cas du blanchiment de l'argent et de la corruption. Toutefois, l'Unité d'intégrité du marché financier a reconnu que la formation qu'elle dispense peut être utile pour les efforts des ISC visant à prévenir, détecter et combattre la corruption et les malversations financières et la mission de la Banque mondiale qui construira des capacités des pays afin de faire la même chose

La Banque mondiale et de son unité d'intégrité du marché financier sont en train de finaliser le développement de la formation de la lutte contre le blanchiment de l'argent et l'anti-corruption. La formation vise à développer la capacité des gouvernements à mieux exécuter la lutte contre le blanchiment de l'argent et l'anti-corruption. Elle est une formation pratique, spécifique au pays de et destinée à engager tous les principaux organismes anti-corruption dans un pays en tant que participants. L'Unité d'intégrité du marché financier voudrais travailler avec l'INTOSAI pour inclure les ISC, le cas échéant et comme elles souhaitent, dans des sessions de formation futures prévues pour la livraison en 2011.

L'Unité d'intégrité du marché financier suggère également que le GTLCCBAÉ l'étendra, au nom de l'INTOSAI, sa portée au Groupe Egmont des unités de l'Intelligence financier (UIFs). La séance plénière la plus récente du groupe EGMONT, qui s'est tenue à Juillet 2010, a axé sur la coopération internationale dans le partage de l'information et de l'Intelligence financier. Les UIFs sont été encouragés à coopérer avec les autorités nationales qui suivent le flux de dollars du gouvernement. L'Unité d'intégrité du marché financier a recommandé que le GTLCCBAÉ explorer avec le Groupe Egmont, y compris les UIFs individuellement avec les ISC des pays respectifs, l'intérêt pour collaborer à travers la participation conjointe dans des séances de formation offertes par la Banque mondiale, comme un début d'une collaboration plus vaste sur les cas futurs de la lutte contre le blanchiment de l'argent, s'il y a lieu, compte tenu des cadres juridiques correspondants et les autorités respectives. L'Unité d'intégrité du marché financier a accepté de soutenir une telle collaboration entre l'INTOSAI et les UIFs, le cas échéant.

Tâche 2.3 Le GTLCCBAÉ a accepté de poursuivre la collaboration et la communication avec la Banque Mondiale de l'Unité d'intégrité du marché financier. Plus précisément, le GTLCCBAÉ travaillera avec l'Unité d'intégrité du marché financier afin d'identifier les ISC de sélection pour participer au calendrier des sessions de formation en 2011. Le GTLCCBAÉ poursuivra également la collaboration avec le Groupe Egmont et les UIF individuellement dans les pays membres du GTLCCBAÉ. L'Unité d'intégrité du marché financier a accepté de faciliter telles introductions et l'ouverture des canaux de communication.

Tâche 2.4 L'Unité d'intégrité du marché financier a offert d'assister au prochain GTLCCBAÉ en tant qu'observateur s'il y est invité. Le GTLCCBAÉ cherchera également à inviter un représentant de l'UIF du Groupe Egmont à sa prochaine réunion.

Le Premier Questionnaire du GT à propos de la Lutte contre la Corruption et le Blanchiment de l'Argent

Le Premier Questionnaire du Groupe de Travail de l'INTOSAI sur la Lutte contre la Corruption et le Blanchiment de l'Argent (LCCBAÉI)

L'objectif de ce questionnaire est de recueillir des enseignements qui peuvent être partagés entre les membres de l'INTOSAI sur l'environnement de la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent dans leur pays et les types de vérifications qu'ils effectuent.

Pour les besoins de ce questionnaire, s'il vous plaît, utilisez:

"L'abus de pouvoir pour le bénéfice privé», comme la définition de la corruption.

Et utilisez,

"L'utilisation de l'argent provenant des activités illégales en dissimulant l'identité des individus qui ont obtenu l'argent ou les moyens par lesquels il a été obtenu et à le transformer en actifs qui semblent d'être venu d'une source légitime" comme la définition de blanchiment de l'argent.

Des enseignements sur le membre de l'INTOSAI

- Le pays:

- L'ISC:

- Le nom de la personne à contacter:

- L'adresse de courrier

- Le code postal:

- Le numéro de téléphone:

- La télécopie

- Le courrier électronique:

La Première Section: La Lutte contre la Corruption et le Blanchiment de l'Argent
La Structure juridique et l'Adhésion

1) Est-ce votre pays a des lois, des règlements ou des lignes-directrices, etc..., relatives au blanchiment de l'argent?

Oui ☐

Non ☐

Si la réponse est oui, s'il vous plait, vous nous fournissez les liens sur Internet ou les copies de ces lois, ces règlements ou ces lignes-directrices pertinentes (les cinq langues de l'INTOSAI uniquement).

2) Est-ce que votre pays a adopté les quarante recommandations de la TFAF[1]?

Oui ☐

Non ☐

3) Est-ce que votre pays dispose d'une unité / un corps / une organisation, etc..., de l'Intelligence financier?
Oui ☐
Non ☐
Si la réponse est oui, quelles sont ses responsabilités?

4) Est-ce que votre pays est un membre d'un organisme concerné?

Oui ☐

Si la réponse est oui, s'il vous plaît mentionnez le / les.

Non ☐

Si la réponse est non, "prévoyez-vous l'adhésion?" et, si la réponse est oui, quand?

5) Est-ce que votre pays a eu une évaluation mutuelle de la TFAF ou une évaluation de la Banque mondiale / le FMI[2], l'ABA[3] / le FCT[4]?

Oui ☐

Non ☐

---

[1] La Task Force de l'Action Financière.
[2] Le Fonds monétaire international.
[3] L'Anti Blanchiment d'Argent.
[4] Le financement Contre le terrorisme

6) Quels sont les organismes gouvernementaux responsables de votre pays en charge de la lutte?

a- contre la corruption.

b- contre le blanchiment de l'argent

7) Y a-t-il d'autres entités gouvernementales de votre pays qui sont impliquées dans la lutte?
a- contre la corruption.
Oui ☐
Non ☐

Si la réponse est oui, s'il vous plait, vous nous fournissez des suivantes
- Les noms:
- Les responsabilités:
- La structure:
- L'affiliation à:

b- contre le blanchiment de l'argent
Oui ☐
Non ☐

Si la réponse est oui, s'il vous plait, vous nous fournissez des suivantes:
- Les noms:
- Les responsabilités:
- La structure:
- L'affiliation à:

8) Est-ce que votre pays a adopté la Convention des Nations Unies contre la corruption?
Oui ☐
Non ☐

9) Est-ce que votre pays a des lois interdisant la corruption?
Oui ☐
Non ☐
Si la réponse est oui, s'il vous plait, vous nous fournissez les liens sur l'Internet ou les copies de ces lois, si elles sont différentes de celles mentionnées dans la question numéro 1 mentionnée ci-dessus).

10) Est-ce que votre pays a des lois concernant les conflits d'intérêts financiers pour les agents publics?
Oui ☐
Non ☐

Si la réponse est non, est-ce que ces lois sont en cours de développement?
Oui ☐
Non ☐

11) Est-ce que votre pays a des lois concernant le code d'éthique pour les fonctionnaires?
Oui ☐
Non ☐

Si la réponse est non, est-ce que ces lois sont en cours de développement?
Oui ☐
Non ☐

La Deuxième Section: Les Activités des ISCs contre la Corruption et le Blanchiment de l'Argent

1) Est-ce que votre ISC a le pouvoir de procéder à des vérifications liées à:
a. La corruption
Oui ☐
Non ☐

S'il vous plait, discutez.

b. Le blanchiment de l'argent
Oui ☐
Non ☐

S'il vous plait, discutez.

2) Si la réponse est non, comment est-ce que votre ISC contribue dans la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent?

S'il vous plait, discutez.

3) Est-ce que votre ISC a le pouvoir de vérifier les domaines suivants (vérifiez toutes les cases qui s'appliquent)?
La passation des marchés des contrats ☐
L'administration fiscal ☐
Les entités publiques qui donnent des licences ☐
Les institutions financières du gouvernement ☐
D'autre ☐

4) Est-ce que votre ISC a des responsabilités pour la vérification des institutions financières publiques?
Oui ☐
Non ☐

Si la réponse est oui, quels sont les types d'institutions?

- Des banques ☐
- Des compagnies d'assurance ☐
- Des institutions du marché monétaire ☐
- Des autres ☐

5) Est-ce que votre ISC a des responsabilités pour la vérification des organismes gouvernementaux qui travaillent pour lutter contre:

a. La corruption
Oui ☐
Non ☐

Si la réponse est oui, quels sont les organismes gouvernementaux (par exemple, les banques et les autres régulateurs des institutions financières)?

b. Le blanchiment de l'argent
Oui ☐
Non ☐

Si la réponse est oui, quels sont les organismes gouvernementaux (par exemple, les banques et les autres régulateurs des institutions financières)?

6) Est-ce que votre ISC a le mandat d'imposer des sanctions par elle-même contre les cas de la corruption et du blanchiment de l'argent?

Oui ☐
Non ☐

La Troisième Section: Les Exigences de la Formation

1) Est-ce que votre ISC ont un personnel spécialisé qui effectue des vérifications liées à la corruption ou le blanchiment de l'argent?

Oui ☐
Non ☐

Si la réponse est oui, s'il vous plait, expliquez leurs domaines d'expertise technique.

2) Est-ce que votre ISC fournit au personnel une formation de la vérification spécialisée contre la corruption ou le blanchiment de l'argent?

Oui ☐
Non ☐

Si la réponse est oui, s'il vous plaît, expliquez qu'est-ce que cette formation entraîne

3) Est-ce que votre ISC est prêt à ouvrir ces cours de formation à des vérificateurs des autres membres de l'INTOSAI?

Oui ☐
Non ☐

4) Avez-vous utilisé une formation spécialisée fournie par une autre entité pour former votre personnel des vérifications contre la corruption et le blanchiment de l'argent?

Oui ☐
Non ☐

Si c'est le cas, s'il vous plaît, fournissez des informations sur l'entité qui a fourni la formation et les sujets abordés.

5) Est-ce que votre personnel a besoin d'une formation spécialisée fournie par une entité de formation externe?

Oui ☐
Non ☐

Si c'est le cas, s'il vous plaît, fournissez vos trois premiers domaines de la formation spécialisée:

1.

2.

3.

Le Rapport sur Le Premier Questionnaire à propos de la Lutte contre la Corruption et le Blanchiment de l'Argent

Le Rapport sur les Résultats du Premier Questionnaire du Groupe de Travail

Au cours de Novembre 2007, au Mexique, le 59-neuvième INCOSA a pris un accord sur la modification de l'état et l'extension de la Task Force chargée pour le Groupe de Travail de la lutte contre le blanchiment de l'argent international et lutte contre la corruption". Notre groupe de travail est affilié au troisième objectif du plan stratégique de l'INTOSAI qui cherche à promouvoir un rôle proactif et la coopération internationale entre l'INTOSAI et leurs membres, en référence à la lutte contre le blanchiment de l'argent et la corruption d'une manière compatible avec les compétences et les autorités des institutions supérieures de contrôle (les ISCs) les exigences de l'indépendance de l'INTOSAI
Les objectifs de notre plan du groupe de travail (2008-2011) sont les suivants:

Le premier objectif:
Promouvoir la coopération et le soutien entre l'INTOSAI et les Institutions Supérieures de Contrôle dans la prévention et la détection de la corruption et de blanchiment de l'argent, de faciliter l'échange d'informations, et d'élaborer des typologies et des lignes directrices pour l'utilisation par les ISCs.

Le deuxième objectif:
Promouvoir la coopération entre l'INTOSAI et les organisations internationales impliquées dans la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent.

Le troisième objectif:
Identifier les réglementations, les politiques, les stratégies et les programmes nationaux pour l'utilisation par les ISCs à la détection et la prévention de la corruption et du blanchiment de l'argent.

Le quatrième objectif:
Identifier les programmes de formation pertinents pour la lutte contre le blanchiment de l'argent et contre la corruption et le travail avec l'IDI lors que la formation spécialisée est nécessaire.

Selon le troisième objectif du plan de groupe de travail (2008-2011), le premier questionnaire du Groupe de Travail a été élaboré visant à recueillir des informations qui peuvent être partagées entre les membres de l'INTOSAI sur la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent dans leur pays et en reconnaissant les types de vérifications qu'ils mènent.

Les étapes de cette préparation du questionnaire sont résumées comme suit:

1- L'Organisme Central des Comptes (l'OCC) d'Égypte a été confiée à développer le premier questionnaire du GT au cours des procedures de la première réunion tenue à Lima, Pérou en Mars 2008.

2- L'OCC a élaboré le premier brouillon du questionnaire et il a été prévisualisé lors des procedures de la deuxième réunion, tenue au Caire, Egypte, en Juillet 2008.

3- L'OCC a envoyé, en tant que président du groupe de travail, le premier questionnaire à tous les groupes régionaux de travail de l'INTOSAI, aux présidents des comités et des sous-comités pour commenter et donner des avis.

4- Le questionnaire a été approuvé dans sa forme définitive au cours des procédures de la troisième réunion du GT tenue à Jakarta, en Juillet 2009, et il a été convenu d'envoyer le questionnaire à toutes les ISC membres de l'INTOSAI.

La définition de la corruption:
"L'abus de pouvoir pour le bénéfice privé"

La définition du blanchiment de l'argent:
"L'utilisation de l'argent provenant des activités illégales en dissimulant l'identité des individus qui ont obtenu l'argent ou les moyens par lesquels il a été obtenu et à le transformer en actifs qui semblent d'être venu d'une source légitime"

Le premier questionnaire du GT est divisé en trois (3) sections:

La première section:

La structure juridique et les adhésions des entités concernées par la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent.

La deuxième section:

Les activités des ISC contre la corruption et le blanchiment de l'argent.

La troisième section:

Les exigences de la formation.

Les ISC qui ont répondu à notre questionnaire étaient 54 ISC sur 189 ISC, avec un pourcentage de 28,6%.

Les commentaires du Secrétariat du groupe de travail sur le premier questionnaire sont les suivantes:

1- Le Secrétariat du GT a souhaité dans un rôle plus actif des ISC membres de l'INTOSAI en remplissant le questionnaire en raison de son importance dans l'échange d'informations et de connaissances entre les ISC dans le domaine de la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent. Les réponses au total qui ont atteint le Secrétariat du GT jusqu'en Février 2010 comptait 46 ISC sur 189 ISC, avec un pourcentage de 24%.

2- En raison de la réponse limitée, le Secrétariat GT a renvoyé le questionnaire aux présidents des groupes de travail régionaux en Mars 2010 pour le remplir et encourager leurs ISC membres à le remplir et le renvoyer au Secrétariat du GT, mais la réponse attendue n'a pas pris place comme seulement deux de sept présidents des groupes de travail régionaux ont répondu à côté 6 ISC seulement.

Ainsi, au total, les réponses qui ont atteint le Secrétariat du GT sont devenues 54 sur 189 ISC, avec un pourcentage de 28,6%.

Le Secrétariat du GT suggère ce qui suit:

1- Le président du Groupe de travail soumettra une recommandation soixantième comité directeur de l'INTOSAI et la vingtième INCOSAI tenue en Novembre 2010 Johannesburg, Afrique du Sud afin d'encourager les ISC pour une plus grande participation dans les activités du groupe de travail qui vise à fournir un appui technique aux ISCs de l'INTOSAI et élever leur efficacité et leur efficience.

2- Bien que le pourcentage de participation des ISC était faible, les réponses qui ont atteint le Secrétariat du GT ont représenté avec succès la communauté de l'INTOSAI, ou plus exactement les sept groupes de travail de l'INTOSAI et la plupart des réponses provenaient des ISC actives. Par conséquent, le Secrétariat du GT estime qu'il doit être appropriée d'analyser et prévisualiser les résultats du questionnaire dans le présent rapport initial jusqu'à ce que des plus réponses atteignent au Secrétariat du GT afin que nous puissions mettre à jour ce rapport pour refléter des résultats plus fiables. En outré, nous devons analyser et prévisualiser les résultats du questionnaire étant donné que des nombreuses ISCs ont passé du temps et des efforts pour remplir ce questionnaire.

3- Au moment ou nous croyons que l'échange d'informations et de connaissances doit bénéficier toute la communauté de l'INTOSAI, le Secrétariat du GT a recueilli les lois et règlements qui ont été attachés au questionnaire sous forme électronique qui ont été publiés sur le site web du GT. Un groupe des lois et des règlements des autres pays relatifs à la lutte contre le blanchiment de l'argent ont également été ajoutées sur le site web du GT sous l'onglet "des lois des pays".

4- Annexe numéro 1 comprend une liste analytique des réponses qui ont atteint le Secrétariat du GT de la part des ISCs de l'INTOSAI.

Ce qui suivent sont les résultats les plus importants de l'analyse des réponses:

<u>La première section la structure juridique et les adhésions des entités concernées par la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent.</u>

1- En ce qui concerne la disponibilité des lois, des règlements ou lignes-directrices relatives au blanchiment de l'argent:

Les réponses que nous avons reçus des ISC ont montré que 50 ISCs sur 54 (92,6%) ont des lois et des règlements dans leur pays qui peuvent détecter et prévenir la corruption et le blanchiment de l'argent. Ces lois et règlements sont inclus les principaux points suivants:

- Les buts et les objectifs de la loi.
- La portée de la loi et la façon de son application.
- Les concepts principaux et les définitions des termes utilisés.

Les réponses ont également inclus les plans stratégiques élaborés par certains pays visant à détecter et à lutter contre la corruption dans le secteur public et secteur privé à côté de l'augmentation de la sensibilisation sociale l'importance de l'adhésion à la morale et à l'éthique.

D'après l'analyse des réponses au niveau des groupes régionaux de travail, nous pouvons déduire les suivants:

Le groupe régional de travail	Le taux %
L'AFROSAI	1.8
L'ARABOSAI	18.5
L'ASOSAI	7.4
L'EUROSAI	40.7
La CAROSAI	3.7
L'OLACEFS	13
La PASAI	3.7
Les États-Unis et le Canada	3.7

2- Quarante Recommandations sont émises par la Task Force d'Action Financière (TFAF):

La définition de la TFAF
La TFAF est un organisme intergouvernemental qui établit des normes, développe et promeut des politiques de la lutte contre le blanchiment de l'argent. Les quarante recommandations originaux de la TFAF ont été établis en 1990 comme une initiative pour lutter contre l'utilisation abusive des systèmes financiers par des personnes pour le blanchiment d'argent de la drogue. En fait, ces recommandations représentent les normes internationales pour la lutte contre le blanchiment de l'argent.

En 2004, la TFAF a également publié une mythologie pour la lutte contre le blanchiment de l'argent / la méthodologie de la lutte contre le financement du terrorisme qui a été mis à jour en 2007. Ce document est un outil de base qui peut aider ceux qui sont responsables pour les travaux d'évaluation sur l'élaboration de leurs rapports détaillés sur les systèmes de lutte contre le blanchiment de l'argent et de conformité avec les normes internationales mentionnées dans les quarante recommandations.

Ce document comprenait ce qui suit:
1. Un système efficace de la lutte anti-blanchiment de l'argent (ABA) exige un cadre juridique et institutionnel adéquat, qui devrait inclure les suivants
   a- Des lois qui criminalisent les blanchiment de l'argent.
   b- Des lois, des règlements ou, dans certaines circonstances, d'autres moyens contraignants qui imposent les obligations requises pour les institutions financiers, les entreprises non financières désignées et les professions;
   c- Un cadre institutionnel ou administratif approprié, et les lois qui fournissent aux autorités compétentes avec les devoirs, les pouvoirs et sanctions nécessaires;
2. Un système ABA efficace exige également que certains éléments structurels ne sont pas couverts par les critères d'évaluation de la TFAF, le plus important sont les suivants

a- Le respect des principes tels que la transparence et bonne gouvernance;

b- La disponibilité d'une culture appropriée du respect des normes ABA partagée et renforcée par le gouvernement, les institutions financières, les entreprises non financières désignées et les professions, les groupes commerciaux de l'industrie, et des organismes d'autoréglementation (OAR);

c- L'existence des mesures appropriées pour prévenir et combattre la corruption.

d- L'existence d'un système judiciaire raisonnablement efficace qui assure que les décisions judiciaires soient correctement appliquées;

e- L'existence des hautes exigences éthiques et professionnelles pour les officiers de police, les procureurs et les juges, etc.

Quant à la conformité des pays avec les 40 recommandations de la TFAF, les réponses du questionnaire ont montré ce qui suit:

Les ISC qui ont confirmé la conformité de leurs pays avec les quarante recommandations de la TFAF ont compté à 48 ISC (88,9%). La question qui montre la grande préoccupation accordée par des pays aux normes internationales de la TFAF.

D'après l'analyse des réponses au niveau des groupes régionaux de travail, nous pouvons déduire les suivants:

Le groupe régional de travail	Le taux %
L'AFROSAI	1.8
L'ARABOSAI	16.7
L'ASOSAI	5.6
L'EUROSAI	42.6
La CAROSAI	3.7
L'OLACEFS	13
La PASAI	1.8
Les États-Unis et le Canada	3.7

3. Les unités du renseignement financier et leurs responsabilités:

Les ISC qui ont confirmé l'existence des unités du renseignement financier dans leurs pays comptait 50 ISC (92,6%).

La réponse à cette question était liée aux responsabilités confiées à ces unités.

D'après l'analyse des réponses au niveau des groupes régionaux de travail, nous pouvons déduire les suivants:

Le groupe régional de travail	Le taux %
L'AFROSAI	1.8
L'ARABOSAI	16.7
L'ASOSAI	7.4
L'EUROSAI	42.6
La CAROSAI	3.7
L'OLACEFS	13
La PASAI	3.7
Les États-Unis et le Canada	3.7

Ci-après sont quelques exemples de ces responsabilités:

1- La Banque Centrale du Koweït a créé l'Unité de renseignement financier du Koweït et lui a confié les responsabilités suivantes:

a- La reception de toute annonce sur tous les cas de blanchiment de l'argent du Bureau de Mandataire Général, puis le commencement à recueillir toute information relative à cette annonce.

b- L'analyse les informations ou des données relatives aux annonces et l'information du Mandataire Général avec leurs opinions.

c- Le développement d'une base de données pour les annonces.

d- La participation à l'élaboration de programmes de formation et l'augmentation de la sensibilisation de la lutte contre le blanchiment de l'argent, en coopération avec les entités concernées.

e- La coordination avec le Mandataire Général en ce qui concerne l'échange d'informations sur les niveaux à la fois internes et aussi internationales.

2- En Estonie, l'unité de renseignement financier est une unité indépendante, totalement indépendante de la police criminelle centrale et il est chargé de la lutte contre le blanchiment de l'argent et le financement du terrorisme.

3- L'Unité égyptienne de la lutte contre le blanchiment de l'argent:
L'unité de la lutte contre le blanchiment de l'argent a été établi conformément à la loi numéro 80 de 2002. Cette unité est une unité indépendante qui est affiliée à la Banque Centrale d'Égypte. Cette unité est présidé par un homme de la justice avec un degré de vice président de la cour de cassation ou son équivalent. Il est choisi par le Ministère de la Justice. Elle a un conseil qui comprend un président et quatre membres affectés conformément à la loi. Quant aux autres membres de l'unité, ils sont nommés selon des décrets présidentiels.

L'unité reçoit des avis des institutions financières sur le processus qui peut inclure le blanchiment de l'argent, puis l'unité fait enquête sur les avis et présente son rapport sur les résultats au Mandataire Général

4. L'adhésion des pays aux entités concernées par la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent:
   Les ISC qui ont confirmé leur adhésion à des entités concernées par la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent ont compté à 45 ISC (83,3%).

   Sur le plan des groupes régionaux de travail de l'INTOSAI, l'ARABOSAI, l'ASOSAI, la CAROSAI et l'OLACEFS ont confirmé l'adhésion de leurs pays dans les entités concernées.

   Les réponses de l'EUROSAI ont déclaré que 21 ISC sur 23 ISC (qui ont répondu) ont une adhésion à une entité concernée.

   D'après l'analyse des réponses au niveau des groupes régionaux de travail, nous pouvons déduire les suivants:

Le groupe régional de travail	Le taux %
L'AFROSAI	1.8
L'ARABOSAI	14.8
L'ASOSAI	5.6
L'EUROSAI	38.9
La CAROSAI	3.7
L'OLACEFS	13
La PASAI	1.8
Les États-Unis et le Canada	3.7

5. L'évaluation des pays à travers la TFAF, le FMI ou n'importe quelle entité concernée avec la lutte contre le financement du terrorisme:

   Le mécanisme mis au point par la TFAF en 2009 pour analyser et évaluer la position des pays afin de déterminer les pays à haut risque et d'évaluer la solidité des systems de la lute contre le blanchiment de l'argent et le financement du terrorisme. Cette évaluation devrait être effectuée comme suit:

- N'importe quel système de lutte contre le blanchiment de l'argent et le financement du terrorisme doit être évalué tous les 5 ans, que ce soit de la TFAF, une institution financière internationale (FMI ou la Banque mondiale) ou n'importe quelle entité régionale concernée par cette question.

- N'importe quelle entité d'évaluation doit utiliser une méthodologie unifiée à travers l'évaluation de la conformité de pays avec les 40 recommandations de la TFAF, les recommandations de la TFAF 9 pour lutter contre le financement du terrorisme.

- Selon cette méthode, la conformité de pays avec toute recommandation peut être determinée. Pour chaque recommandation, il y a cinq niveaux possibles de mise en conformité: conforme, en grande partie conforme, partiellement conforme, non conforme et non applicable

Les réponses qui ont atteint le Secrétariat du GT ont montré que le nombre total des pays qui subissent l'évaluation internationale sont 42 pays (77,8%).

D'après l'analyse des réponses au niveau des groupes régionaux de travail, nous pouvons déduire les suivants:

Le groupe régional de travail	Le taux %
L'AFROSAI	1.8
L'ARABOSAI	13
L'ASOSAI	5.6
L'EUROSAI	37.1
La CAROSAI	3.7
L'OLACEFS	11.1
La PASAI	1.8
Les États-Unis et le Canada	3.7

6. Les entités gouvernementales en charge de la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent:

En fait, les réponses que nous avons reçues ont montré des taux similaires pour les deux entités qui luttent contre la corruption ou le blanchiment de l'argent, étant donné que 51 ISC (94,4%) ont mentionné que leurs pays ont des entités et des institutions concernées

En ce qui concerne d'autres entités gouvernementales qui sont impliquées dans la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent, 39 ISC (72,2%) ont confirmé qu'il ya d'autres entités impliquées dans la lutte contre la corruption tandis que 35 ISC (64,8%) ont confirmé qu'il ya d'autres entités impliquées dans la lutte contre le blanchiment de l'argent.

À cet égard, le Secrétariat du GT estime qu'il serait approprié de recueillir ceux intitulés dans un fichier électronique. Ce fichier doit être jointe à ce rapport pour donner l'occasion de reconnaître les structures organisationnelles des pays différents en ce qui concerne la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent.

D'après l'analyse des réponses au niveau des groupes régionaux de travail, nous pouvons déduire les suivants:

En ce qui concerne les entités qui luttent contre la corruption:

Le groupe régional de travail	Le taux %
L'AFROSAI	1.8
L'ARABOSAI	9.3
L'ASOSAI	5.6
L'EUROSAI	40.7
La CAROSAI	1.8
L'OLACEFS	9.3
La PASAI	1.8
Les États-Unis et le Canada	1.8

En ce qui concerne les entités luttent contre le blanchiment de l'argent

Le groupe régional de travail	Le taux %
L'AFROSAI	0
L'ARABOSAI	13
L'ASOSAI	5.6
L'EUROSAI	33.8
La CAROSAI	0
L'OLACEFS	9.3
La PASAI	1.8
Les États-Unis et le Canada	1.8

7. La convention des Nations Unies contre la corruption

La convention des Nations Unies contre la corruption, qui a été signée en 2003 et a été entré en vigueur en 2005, vise à lutter contre la corruption sous tous ses aspects. En fait la corruption a un large éventail des effets corrosifs sur les sociétés, des impacts négatifs sur le développement durable et la souveraineté de la loi. La convention vise également à trouver une méthodologie complète et

globale pour efficacement prévenir et combattre la corruption à côté de fournir un appui technique qui peut conduire à soutenir les institutions, à renforcer les capacités et à améliorer les compétences des pays dans la prévention et la lutte contre la corruption.

Lors de la révision des réponses qui ont atteint le Secrétariat du GT concernant l'adoption de la convention des Nations Unies contre la corruption, nous remarquerons que 48 ISC ont déclaré que leurs pays adoptent la convention des Nations Unies avec le taux (88,9%). Ce pourcentage a été distribué sur les groupes régionaux de travail de l'INTOSAI comme suit:

Le groupe régional de travail	Le taux %
L'AFROSAI	1.8
L'ARABOSAI	18.5
L'ASOSAI	7.4
L'EUROSAI	38.9
La CAROSAI	1.8
L'OLACEFS	14.8
La PASAI	1.8
Les États-Unis et le Canada	3.7

8. En ce qui concerne l'existence de lois en matière de conflits d'intérêts financiers pour les agents publics et / ou un code d'éthique pour les agents publics:

Les réponses au total qui ont atteint le Secrétariat du GT pour ces 2 questions (numéro 10 et numéro 11), étaient des 49 ISC (90,7%) et des 46 ISCs (85,2%) respectivement.

D'après l'analyse des réponses au niveau des groupes régionaux de travail, nous pouvons déduire les suivants:

En ce qui concerne l'existence de lois en matière de conflits d'intérêts financiers pour les agents publics:

Le groupe régional de travail	Le taux %
L'AFROSAI	1.8
L'ARABOSAI	14.8
L'ASOSAI	5.6
L'EUROSAI	42.6
La CAROSAI	3.7
L'OLACEFS	14.8
La PASAI	3.7
Les États-Unis et le Canada	3.7

En ce qui concerne l'existence de lois de code d'éthique pour les agents publics:

Le groupe régional de travail	Le taux %
L'AFROSAI	1.8
L'ARABOSAI	14.8
L'ASOSAI	5.6
L'EUROSAI	40.7
La CAROSAI	3.7
L'OLACEFS	9.3
La PASAI	5.6
Les États-Unis et le Canada	3.7

La deuxième section:

En ce qui concerne les rôles et les responsabilités des ISC dans la lutte contre le blanchiment de l'argent et les autorités confiées aux ISC de mener des vérifications liées à la corruption et au blanchiment de l'argent en général, les réponses qui ont atteint le Secrétariat du GT ont montré ce qui suit:

Grâce à la déduction des réponses des ISC, nous avons observé que la majorité profite de cette autorité. les réponses qui ont confirmé l'existence de l'autorité à la verification de la corruption ont compté 41 ISC sur 54, avec un taux de (75,9%), tandis que 30 ISC ont l'autorité à la verification du blanchiment de l'argent avec un taux de (55,5%).

Sur les niveaux des groupes régionaux de travail, les pourcentages sont les suivants:

Le groupe régional de travail	La corruption	Le blanchiment de l'argent
	Le taux %	Le taux %
L'AFROSAI	1.8	1.8
L'ARABOSAI	18.5	14.8
L'ASOSAI	3.7	1.8
L'EUROSAI	27.8	22.2
La CAROSAI	0	0
L'OLACEFS	14.8	7.4
La PASAI	5.6	3.7
Les États Unis et le Canada	3.7	3.7

Les ISC qui ont l'autorité à la verification des domaines suivants (mentionnés dans le questionnaire) sont comme suit:

La zone visée par la vérification	Le nombre des ISCs
L'approvisionnement / la contractualisation	50
L'administration fiscale	45
Les entités publiques qui donnent des licences	44
Les institutions financières du gouvernement	47
D'autre	25

1. En ce qui concerne l'autorité confiée aux ISCs pour la vérification des institutions financières publiques:

Les réponses qui ont atteint le Secrétariat du GTI qui ont confirmé la possession de cette autorité ont compté pour 38 ISCs avec un taux (70,3%).

Sur les niveaux des groupes régionaux de travail, les pourcentages sont les suivants:

Le groupe régional de travail	Le taux %
L'AFROSAI	1.8
L'ARABOSAI	18.5
L'ASOSAI	7.4
L'EUROSAI	25.9
La CAROSAI	0
L'OLACEFS	11.1
La PASAI	5.6
Les États-Unis et le Canada	0

2. En ce qui concerne les entités qui sont soumises à la vérification des ISCs sont comme suit

La zone visée par la vérification	Le nombre des ISCs
Les banques	32
Les compagnies d'assurance	20
Les institutions du marché monétaire	13
D'autres entités	12

3. En ce qui concerne les responsabilités des ISCs pour la vérification des organismes gouvernementaux qui travaillent dans la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent:

Les réponses qui ont atteint le Secrétariat du GTI qui ont confirmé la possession de l'autorité de vérifier les organismes gouvernementaux qui travaillent dans la lutte contre la corruption ont compté pour 44 ISCs avec un taux de (81,5%) et dans la lutte contre le blanchiment de l'argent ont compté pour 40 ISCs avec un taux de (74,1%)

Sur les niveaux des groupes régionaux de travail, les pourcentages sont les suivants:

Le groupe régional de travail	La corruption	Le blanchiment de l'argent
	Le taux %	Le taux %
L'AFROSAI	1.8	1.8
L'ARABOSAI	16.7	13
L'ASOSAI	7.4	7.4
L'EUROSAI	35.2	33.3
La CAROSAI	0	0
L'OLACEFS	11.1	11.1
La PASAI	5.6	3.7
Les États-Unis et le Canada	3.7	3.7

Toutefois, les réponses ont affirmé que la plupart des ISC ont pas l'autorité d'imposer des sanctions par elles-mêmes contre les cas de la corruption et du blanchiment de l'argent (question numéro 7). En fait, 42 ISC avec un taux de (77,8%) ont confirmé cette matière.

Sur les niveaux des groupes régionaux de travail, les pourcentages sont les suivants:

Le groupe régional de travail	Nombre de réponses (oui)	Nombre de réponses (Non)	Taux % des pays qui ont répondu (Non)
L'AFROSAI	0	0	0
L'ARABOSAI	1	8	14.8
L'ASOSAI	0	4	7.4
L'EUROSAI	2	19	35.2
La CAROSAI	0	2	3.7
L'OLACEFS	4.45 23		